



Maître d'Ouvrage :  
Ministère de la Justice  
Délégation interrégionale de Paris - Ile de France  
Département de l'immobilier de Paris

# Extension du Tribunal Judiciaire d'Evry



Maîtrise d'œuvre

**B+A**  
ARCHITECTES

B+A ARCHITECTES  
Architecte - Mandataire

61 Avenue Philippe Auguste  
75011 Paris

SAS MIZRAHI  
BET TCE - Economie - SSI

SLG PAYSAGE  
Paysagiste

CLARITY  
BE Acoustique

GRSP INGENIERIE  
BE Dessin/étage

SXD SAS  
BIM Management

150 bd du Général de Gaulle  
92380 Garches

48 rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

202 avenue Jean Jaurès  
75019 Paris

95 avenue Roger Salengro  
91600 Savigny-sur-Orge

46-48 avenue du Général Leclerc  
92100 Boulogne-Billancourt

## PHASE DCE

JUIN 2025

---

CCTP 1ère partie commun à tous les corps d'état



## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE - I - GENERALITES</b>	<b>4</b>
I.1	OPERATION
I.2	COMPOSITION DU CCTP
I.3	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR
I.3	PHASAGE DES TRAVAUX
<b>CHAPITRE - II - REGLEMENTATION</b>	<b>6</b>
II.1	REGLEMENTATION GENERALE
II.2	CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT
II.3	HYPOTHESE DE CALCUL STRUCTURE
II.3.1	ENVIRONNEMENT DE CALCUL
II.3.2	CARACTERISTIQUES DU SITE
II.3.3	SURCHARGES D'EXPLOITATION BATIMENTS EXTENSION
II.4	CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES
II.5	REGLEMENTATION HANDICAPES
II.6	AUTRES REGLEMENTATION
<b>CHAPITRE - III - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES</b>	<b>14</b>
III.1	GENERALITES
III.2	RAPPORTS GEOTECHNIQUE ET POLLUTION
III.3	RAPPORTS ET SONDAGES STRUCTURELS BATIMENTS EXISTANTS
<b>CHAPITRE - IV - HYGIENE SECURITE – CONTRÔLE TECHNIQUE – SSI</b>	<b>18</b>
IV.1	HYGIENE ET SECURITE
IV.2	CONTROLE TECHNIQUE
IV.3	COORDINATION SSI
IV.4	ORDONNANCEMENT – PILOTAGE - COORDINATION (O.P.C)
<b>CHAPITRE - V - COORDINATION ET DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES</b>	<b>21</b>
V.1	DOCUMENTS A FOURNIR
V.1.1	AU DEBUT DU CHANTIER – PHASE PREPARATION DE CHANTIER
V.1.2	AU DEBUT DU CHANTIER - PHASE ETUDE D'EXECUTION
V.1.2.1	ETUDES D'EXECUTION
V.1.2.2	ETUDES DE SYNTHESE – CONVENTION
V.1.2.2.1	SYNTHESE TECHNIQUE
V.1.2.2.2	SYNTHESE DES RESERVATIONS
V.1.2.3	TABEAU DE SUIVI DES VISAS ENVIRONNEMENTAUX
V.1.2.4	CALCUL RT 2012
V.1.2.5	ECHANTILLONS - PROTOTYPES
V.1.3	EN COURS DE CHANTIER
V.2	ESSAIS
V.3	AUTOCONTROLES
V.4	FORMATION DES UTILISATEURS
V.5	PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES
V.6	TRANSPORT ET LEVAGES
V.7	CONTRÔLE DU PERSONNEL
V.8	DEPENSES DIVERSES DE CHANTIER
V.8.1	INSTALLATIONS DU CHANTIER
V.8.2	GESTION DES DECHETS
V.8.3	TROUS - SCHELLEMENTS – RACCORDS – CHANTIER BATIMENT
V.8.4	PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER
V.8.5	EQUIPEMENTS DE CHANTIER
V.8.6	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXPLOITATION
V.9	TRANSPORT ET LEVAGES
V.10	PROTECTION
<b>CHAPITRE - VI - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION</b>	<b>58</b>
VI.1	GENERALITES
VI.2	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

VI.3	ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS	58
VI.4	AUTORISATIONS	59
VI.5	AFFICHAGE PUBLICITAIRE	59
VI.6	REGLEMENTATION CONCERNANT LES ENGINS DE CHANTIER	59
VI.7	HORAIRES	60
VI.8	OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE SITE	60
VI.9	POLLUTIONS EXTERIEURES	60
VI.10	VERIFICATION DES COTES	60
VI.11	QUALITE DES MATERIAUX - MATERIELS ET APPAREIL DE TOUTE NATURE	61
VI.12	CHOIX DES PROCEDES ET PRODUITS DE CONSTRUCTION	62
VI.13	ETANCHEITE A L'AIR	64
VI.14	PROTECTION DES OUVRAGES	65
VI.15	NETTOYAGES DE FIN DE CHANTIER ET NETTOYAGE DE RECEPTION - RECEPTION	65
<b>CHAPITRE - VII – PROTOCOLE DE COMPTE PRORATA</b>		<b>66</b>

## **C**HAPITRE - I - GENERALITES

### **I.1** **OPERATION**

# **OPERATION** **EXTENSION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE D'EVRY**

### **I.2** **COMPOSITION DU CCTP**

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) est en deux parties, il rassemble des dispositions réglementaires et techniques particulières applicables à la réalisation du projet. Il constitue l'un des documents contractuels du dossier de consultation des entreprises. La composition et l'ordre de préséance des documents de ce dossier est fixé sur le C.C.A.P.

- ↳ La présente première partie de ce C.C.T.P. (C.C.T.P. 1) porte sur les dispositions générales et rassemble les spécifications communes à tous les corps d'états. Toutes les sujétions et contraintes qui y sont mentionnées, s'appliquent donc à l'ensemble des corps d'états et doivent être prévues, pour chaque entreprise, en fonction des spécificités de chaque corps d'état et vis à vis de l'OBLIGATION DE RESULTAT dans le cadre du présent marché forfaitaire de chaque entreprise.
- ↳ La seconde partie de C.C.T.P. (C.C.T.P. 2) développe les prestations dues par chaque corps d'état décrit séparément. Elle est rédigée dans un souci de faciliter l'étude de prix et l'établissement des offres des entreprises spécialisées (y/c les entreprises sous-traitantes). Elle comprend un nombre de fascicules correspondant chacun à un corps d'état technique de travaux, suivant la liste annexée au cahier des clauses administratives particulières. (CCAP). Les entrepreneurs sont réputés respecter toutes les pièces contractuelles annexées dans le cadre du présent marché.

Les clauses générales du C.C.T.P. concernent l'ensemble des corps d'états, constituant un seul et unique document dont chaque entreprise devra prendre pleinement connaissance.

Les entrepreneurs ne pourront prétendre ignorer les sujétions dues par les autres corps d'état, qu'ils devront considérer comme contractuelles. Ils ne pourront prétendre à indemnité ou refuser l'exécution de travaux nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages des autres corps d'état.

#### **VISITE DES LIEUX**

Il est spécifié que par le fait du dépôt de leur offre, les entrepreneurs reconnaissent implicitement :

- ↳ S'être rendus sur place, avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à exécuter, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous renseignements complémentaires éventuels.
- ↳ Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et plans), avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugées nécessaires.
- ↳ Avoir pris connaissance des conditions d'accessibilité prévues dans les pièces administratives.

### **I.3** **RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR**

Chaque entrepreneur et ses sous-traitants :

- ↳ Devront des ouvrages complets et parfaitement achevés en conformité des normes en vigueur, des règles de l'art et respectueux des dispositions nécessaires à l'obtention des certifications requises
- ↳ Seront tenus de vérifier les documents qui leur seront remis de même que les cotes indiquées sur les plans, ils seront pleinement responsables des erreurs qui pourraient se produire, soit de leur fait, soit par manque de vérification
- ↳ Ayant suppléé, par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés
- ↳ Se soumettront pleinement aux ordres de la maîtrise d'œuvre en vue de rectifier les éventuelles inexactitudes.

- ↳ Devront s'assurer de la présence et des emplacements de réseaux eau, électricité, eaux-usées, etc. qui pourraient exister. Aucune canalisation ne doit être endommagée ou démolie sans enquête et approbation de la maîtrise d'œuvre ; tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur. Les déviations de canalisations, de quelque nature qu'elles soient sont à la charge de l'entrepreneur. Il est rappelé que les plans fournis le sont à titre indicatif et qu'ils ne comportent pas a priori le recensement exhaustif des réseaux.

**NOTA**

*Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des plans ou C.C.T.P. seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre.*

*De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur.*

### **I.3 PHASAGE DES TRAVAUX**

Le chantier est réalisé sur un site occupé et en fonctionnement.  
Il est rappelé qu'un tribunal de justice est un site sensible.

Le chantier sera par conséquent organisé selon un phasage des travaux déterminé en phase étude en collaboration avec le Maître d'Ouvrage et les Utilisateurs.

L'ensemble de ces éléments sont retranscrits dans le cahier de phasage joint au dossier de consultation.

Il est rappelé également aux entreprises les points suivants :

- ↳ L'accès des livraisons et des compagnons devra être assuré suivant des dispositions vis-à-vis de la sécurité du site définies dans le présent document ou dans les différents CCTP
- ↳ À tout moment les issues de secours des bâtiments en fonctionnement doivent être garanties y compris en prenant des dispositions provisoires.
- ↳ À tout moment les accès des services d'intervention doivent être garantis y compris en prenant des dispositions provisoires.
- ↳ Certains travaux ne pourront être réalisés que durant les périodes de juillet et août comme indiqué dans le cahier de phasage.



## CHAPITRE - II - REGLEMENTATION

### II.1 REGLEMENTATION GENERALE

- ✚ Le code de la construction et de l'habitation
- ✚ Le code de l'urbanisme
- ✚ Le code du travail
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux de bâtiment, approuvé par décret et publié au Journal Officiel.  
*Les textes du CCAG sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix. Ce mois d'établissement des prix est celui qui est précisé dans le marché ou, à défaut d'une telle précision, le mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'Acte d'Engagement par l'Entrepreneur.*
- ✚ Les DTU
- ✚ Les Normes Françaises et européennes (AFNOR – NF – EN – les Eurocodes)
- ✚ Les textes législatifs (textes de lois, arrêtés, décrets, etc.) en vigueur  
*(Les textes en vigueur sont ceux qui sont en vigueur à la date d'attribution du permis de construire)*
- ✚ Le règlement sanitaire départemental
- ✚ Les règles de sécurité incendie dans les bâtiments recevant du public
- ✚ Les classements F.I.T des étanchéités
- ✚ Etc., liste non limitative

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art de la construction, conformément aux spécifications et prescriptions techniques générales publiées par le REEF, établies par le CSTB dont la plupart ont été constituées en D.T.U., normes et CPT (cahiers de prescriptions techniques), suivant leur dernière publication à la date de remise des offres.

Ces documents indiquent de façon précise :

- ✚ Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux
- ✚ Les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages, impérativement applicables aux travaux du présent dossier, sans qu'il soit nécessaire de le préciser à nouveau dans le C.C.T.P.

Sont également applicables aux travaux, les différentes normes de l'AFNOR, les Euro-Normes, les Eurocodes et d'une manière générale tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des offres.

Si pour une raison quelconque, l'entrepreneur proposait des matériaux ou des techniques ne se rattachant à aucune norme, seuls la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique pourraient décider de leur utilisation, moyennant, autant que nécessaire à la charge de l'entreprise, la production des avis techniques de chantier (ATEC) ou avis de technique expérimentale (ATEX) à l'appui de ces décisions.

Sont également applicables :

- ✚ Les réglementations en vigueur pour permettre l'accessibilité aux personnes handicapées
- ✚ L'ensemble des textes relatifs au code du travail et à la protection et à la santé des travailleurs
- ✚ Tous les textes en vigueur à la date de remise des offres. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant sera retenu et appliqué
- ✚ Les cahiers de prescriptions techniques des fabricants
- ✚ Les entreprises se conformeront aux exigences des compagnies concessionnaires locales ainsi qu'aux services de sécurité et de police (POMPIERS, SERVICES MUNICIPAUX) qu'elles s'engagent à consulter avant l'exécution des ouvrages, chacune pour ce qui les concernent.
- ✚ Les règles relatives aux mesures de sécurité qui doivent être prises lors de travaux de soudage:
  - permis feu ou permis de travail par points chauds en application de l'arrêté ministériel du 19 Mars 1993.

## **II.2 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Voir détails dans notice de sécurité et attendus du permis de construire.

## **II.3 HYPOTHESE DE CALCUL STRUCTURE**

### **II.3.1 ENVIRONNEMENT DE CALCUL**

- ↳ Eurocode 0 : Bases de calcul
- ↳ Eurocode 1 : Actions sur les structures
- ↳ Eurocode 2 : Calcul des structures en béton armé
- ↳ Eurocode 3 : Calcul des structures en acier
- ↳ Eurocode 5 : Calcul des structures en bois

### **II.3.2 CARACTERISTIQUES DU SITE**

#### **SURCHARGE DE NEIGE (NEI)**

Actions de neige sur les Constructions selon l'Eurocode 1 – Partie 1-3

- ↳ Région A1
  - ⇒ Valeur caractéristique de la charge de neige sur le sol à une altitude inférieure à 200m
  - ⇒  $S_{k,0} = 45 \text{ daN/m}^2$ ,

#### **SURCHARGE DE VENT (VENT)**

Actions du vent sur les Constructions selon l'Eurocode 1 – Partie 1-4 :

- ↳ Région 2
  - ⇒ Vitesse de référence  $V_{b,0} = 24 \text{ m/s}$
  - ⇒ Coefficient Vent extrême = 1,75
  - ⇒ Site Normal, sans effet de masque

#### **SURCHARGES ACCIDENTELLES (ACC)**

Sans Objet.

#### **ACTIONS THERMIQUES**

- ↳ Température minimale : - 8°C
- ↳ Température maximale : + 40 °C

Coefficient de dilatation linéaire  $\alpha$  de quelques matériaux :

- ↳ Acier :  $\alpha = 11 \times 10^{-6} \text{ K}^{-1}$
- ↳ Béton :  $\alpha = 10 \times 10^{-6} \text{ K}^{-1}$
- ↳ Bois :  $\alpha = 45 \times 10^{-6} \text{ K}^{-1}$  (Valeur moyenne)

Action thermique Négligeable

### **II.3.3 SURCHARGES D'EXPLOITATION BATIMENTS EXTENSION**

#### **NIVEAU R+3**

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
01	Sanitaire 1	250
02	Bureau classement	250
03	Bureau – 18.1m²	250
04	Bureau – 18.2m²	250
05	Bureau – 18.2m²	250
06	Bureau – 12m²	250
07	Bureau – 18.2m²	250
08	Bureau – 19.1m²	250
09	Bureau greffier	250
10	Local CTA 1	250 + PP équipements
11	Local ménage	250
12	Local copie	400
13	Local CTA 2	250 + PP équipements
14	Bureau greffier	250
15	Bureau– 20.5m²	250
16	Bureau – 12m²	250
17	Bureau – 12m²	250
18	Bureau – 12m²	250
19	Bureau – 12m²	250
20	Bureau – 12m²	250
21	Bureau – 12m²	250
22	Bureau – 12m²	250
23	Bureau– 19.8m²	250
24	Bureau classement	400
25	Sanitaire	250
	Escalier 2 - Sud-Ouest	400
	Circulation aile Sud-Ouest	400
	Passerelle Aile Nord-Est à aile Sud-Ouest	400
	Circulation aile Nord-Est	400
	Escalier 1 - Nord-Est	400

#### **NIVEAU R+2**

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
01	Sanitaire	250
02	Local classement	400
03	Bureau – 18.6m²	250
04	Bureau – 18.2m²	250
05	Bureau – 24.4m²	250
06	Bureau – 18.1m²	250
07	Bureau 1 – 27.4m²	250
08	Bureau greffiers	250
09	Local ménage	250
10	Local copie	400
11	Local Sous répartiteur	250
12	Secrétaire général parquet	250
13 - 14	Salle de réunion – bureau procureur	25
15	Secrétariat parquet 18.2m²	250



Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
16	Secrétariat parquet 24.4m²	250
17	Salle de réunion	250
18	Local classement	250
19	Sanitaire	250
	Escalier 2 - Sud-Ouest	400
	Circulation aile Nord-Est	400
	Passerelle Aile Nord-Est à aile Sud-Ouest	400
	Circulation aile Sud-Ouest	400
	Escalier 1 - Nord-Est	400
	Passerelle vers bâtiment existant	400

#### **NIVEAU R+1**

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
01	Local vestiaire	400
02	Local audio vidéo	400
	Escalier 1 - Nord-Est	400
	Circulation aile Nord-Est	400

#### **NIVEAU RDC BATIMENT AUDIENCE**

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
01	Local pièces à conviction 5.2m²	400
02	Local attente témoins 15.6m²	250
	Circulation desservant l'ascenseur	400
03	Salle des délibérés 17.5m²	250
	Sas salle des délibérés 17.5m²	250
04	Salle d'audience 60 places	400
	Box salle d'audience 60 places	400
	Sas salle d'audience 60 places	400
05	Espace Sanitaires public	250
	Sas vers sanitaire public depuis salle des pas perdus	400
06	Salle d'audience 110 places	400
	Sas salle d'audience 110 places	400
	Box salle d'audience 110 places	400
07	Local attente témoins 7.5m²	250
08	Local attente témoins 7.8m²	250
09	Salle des délibérés 33.5m²	250
	Sas salle des délibérés 33.5m²	250
09	Bureau du président	250
10	Sanitaire au droit du sas des délibérés	250
11	Sanitaire	250

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
12	Local ménage	250
	Salles des pas perdus	400
	Circulation Nord-Ouest	400
	Circulation Nord-Est	400
	Circulation Sud-Est	400
	Circulation Sud-Ouest	400
	Galerie de liaison bâtiment Nord-Ouest	400
	Galerie de liaison bâtiment Sud-Ouest	400
	Escalier 1 - Nord-Est vers R+1	400
	Escalier - Nord Est vers sous-sol	400
	Escalier 2 - Ouest vers R+1	400
	Circulation sécurisé vers box	400
	Escalier 1 - Est vers sous-sol	400
	Bloc sanitaire rénové du bâtiment Existant Audience (Sud-Ouest)	400
	Passerelle de liaison entre bâtiment administration et extension	250

#### **NIVEAU RDC BATIMENT SURETE**

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
	Circulation technique	400
	Zone technique cellule 1	250
	Cellule 1	250
	Cellule 2	250
	Zone technique cellule 2	250
	Cellule 3	250
	Zone technique cellules 3-4	250
	Cellule 4	250
	Cellule 5	250
	Zone technique cellules 5-6	250
	Cellule 6	250
	Cellule 7	250
	Zone technique cellules 7-8	250
	Cellule 8	250
	Cellule 9	250
	Zone technique cellules 9-10	250
	Cellule 10	250
	Cellule 11	250
	Cellule 12	250
	Zone technique cellules 11 à 17	250
	Cellule 13	250
	Cellule 14	250
	Cellule 15	250
	Cellule 16	250
	Cellule 17	250
	Cellule collective	250

### **NIVEAU RDC BATIMENT SURETE**

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
	Sanitaire 1 zone sureté	250
	Zone technique Sanitaires	250
	Sanitaire 2 zone sureté	250
	Circulation zone sureté	250
	Escalier 4 - vers sous-sol	250

### **NIVEAU SOUS-SOL**

Code	Désignation	Surcharge d'exploitation (daN/m²)
	Local SSI / VDI	400
	Local TGBT	400
	Local libre	400
	Local CTA – 14.6m²	250 + pp équipements
	Local CTA – 15.6m²	250 + pp équipements
	Local CTA – 99.7m²	250 + pp équipements
	Local archive 1	1200
	Local archive 2	1200
	Local archive 3	1200
	Local archive 4	1200
	Local satellite 1	1200
	Local satellite 2	1200
	Sanitaire entre locaux satellite	1200
	Local CTA – 59.4m²	250 + pp équipements
	Escalier 1 - vers RdC locaux techniques + archives	400
	Circulation technique - archive	400
	Escalier 3b accessoire salle d'audience	400
	Escalier 3 sécurisé vers salle d'audience	400
	Circulation au droit des locaux satellite et sanitaire	400
	Galerie de liaison vers zone sûreté	400
	Escalier 4 - vers zone sûreté	400

### **II.4 CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

Voir détails dans notice acoustique et attendus du permis de construire.

### **II.5 REGLEMENTATION HANDICAPES**

Voir détails dans notice PMR.

### **II.6 AUTRES REGLEMENTATION**

Réglementations en vigueur à la date de dépôt du Permis de Construire.

#### **Réglementation handicapés**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes

Voir aussi notice accessibilité

**Réglementation thermique**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

Voir aussi notice thermique.

**Réglementation eau et santé**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

**Réglementation énergies durables**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques
- ↳ Autres documents

Voir aussi notice thermique

**Réglementation sur la légionellose**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Prescriptions techniques

**Réglementation sur la qualité de l'air**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

**Réglementation relative à l'aération**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

**Réglementation relative au plomb et saturnisme**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Normes

**Réglementation relative aux déchets de chantier**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Normes

**Réglementation acoustique**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

Voir aussi notice acoustique.

**Réglementation relative à l'assainissement**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

**Réglementation relative aux revêtements de sol**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

**Réglementation relative aux baies et fenêtres**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques

**Réglementation relative aux ascenseurs**

- ↳ Textes législatifs et réglementaires
- ↳ Documents techniques unifiés
- ↳ Normes
- ↳ Prescriptions techniques



## CHAPITRE - III - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

### III.1 GENERALITES

Chaque entreprise est tenue de prendre connaissance :

- ↳ Du CCAP
- ↳ Des notes liminaires CCTP 1ère partie (prescriptions communes à tous les corps d'états) et de leurs annexes
- ↳ Du PGC et ses annexes
- ↳ Des documents techniques complémentaires
- ↳ De l'ensemble des CCTP des autres corps d'état

#### NOTA

*S'agissant d'un marché forfaitaire, chaque entreprise doit toutes les sujétions de pose, préparation des supports, accessoires, protections des ouvrages, nettoyage, etc., conformément aux DTU, Cahiers des clauses spéciales des DTU, Normes NF et EN en vigueur, Avis Techniques des procédés, préconisations des fabricants, préconisations des CCTP.*

*En aucun cas ils ne pourront arguer d'un manque d'information ne leur permettant pas d'achever l'ensemble de leurs travaux dans les conditions générales prescrites aux C.C.S et aux conditions particulières du présent marché.*

L'ensemble des matériaux prescrits dans les CCTP sera conforme aux DTU, AVIS TECHNIQUES et normes en vigueur.

Les matériaux seront neuf et de 1ère qualité.

Les entreprises et ses sous-traitants devront fournir à la demande du maître œuvre, maître d'ouvrage, contrôleur technique, coordinateur SSI, coordonnateur SPS toutes justifications de qualité et provenance des matériaux accompagnées de procès-verbaux d'essais et traitement.

Tous les emballages des produits certifiés, et eux seuls, doivent faire apparaître :

- ↳ la marque NF,
- ↳ la marque commerciale,
- ↳ la qualité du matériau employé.

Chaque entreprise devra remettre un carnet des matériaux, produits et matériels qu'elle compte utiliser pour la réalisation de leurs travaux. Ce carnet devra indiquer précisément les références, provenances et compositions des matériaux.

Par ailleurs et en annexe de ce carnet, l'entrepreneur remettra les avis techniques de ces matériaux et la fiche d'agrément des produits.

Les travaux seront exécutés dans les règles de l'Art et selon les prescriptions du D.T.U. et C.C.S du D.T.U, normes en vigueur et recommandations du fabricant.

Les travaux des corps d'état secondaires et techniques ne doivent être entrepris que dans des constructions dont l'état d'avancement met les ouvrages à l'abri des intempéries et notamment du risque d'humidification par apport accidentel d'eau liquide.

Il est prévu, autant que de besoin à la charge des entreprises de Menuiseries Extérieures (bois ou aluminium suivant cas), tous moyens pour assurer la mise hors d'eau provisoire du bâtiment dans l'attente de la vitrerie des menuiseries extérieures et ouvrages de fermeture, etc.

Chaque entreprise veillera à réaliser un stockage parfait des divers éléments constitutifs des ouvrages suivant, notamment, les recommandations du fabricant et textes réglementaires en vigueur.

#### NOTA

*Chaque entreprise connaissant parfaitement les systèmes et matériaux qu'ils emploient, ne pourra arguer d'erreurs ou omissions au C.C.T.P. pour ne pas exécuter, comme étant compris dans leur offre, tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement et conservation des travaux envisagés.*

*Les matériaux et procédés mis en œuvre étant soit des procédés dits traditionnels, soit des procédés faisant obligatoirement l'objet d'un AVIS TECHNIQUE du CSTB ou organismes équivalents agréés (CEBTP, etc.) avec mentions et conclusions favorables et, autant que nécessaire à la charge de l'entreprise, d'avis techniques de chantier (ATEC) ou avis de technique expérimentale (ATEX) nécessaires à l'appui des décisions d'utilisation qui incombent à la maîtrise d'ouvrage et/ou au maître d'œuvre e/ou au contrôleur technique.*

### **III.2 RAPPORTS GEOTECHNIQUE ET POLLUTION**

#### **RAPPORT GEOTECHNIQUE**

Une étude spécifique G2 AVP+G5 propre au terrain et au projet a été commandée par le maître d'ouvrage

Le rapport a été rédigé par GEOTECHNIQUE VISION 360°

Rapport n°11280 pièce n°1 v2 – 31 janvier 2021



### **RAPPORT POLLUTION**

Une étude de pollution a été commandée par le Maître d'Ouvrage.

Le rapport a été rédigé par SOLPOL

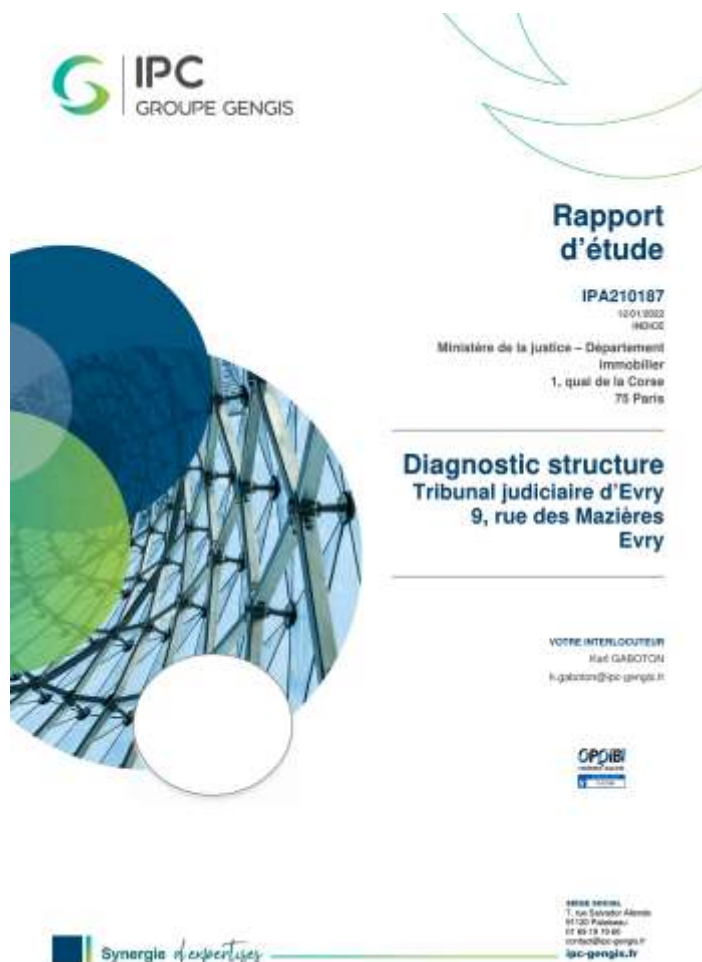
Rapport n°210882\_v1 du 15 février 2022.





### **III.3 RAPPORTS ET SONDAGES STRUCTURELS BATIMENTS EXISTANTS**

Des études structurelles des bâtiments existants ont été réalisés sur commande du Maître d'Ouvrage.



#### **NOTA**

L'entreprise et ses sous-traitants sont censés avoir consulté les différentes pièces complémentaires au présent CCTP 2<sup>ème</sup> Partie et avoir complété leur offre en tenant compte des incidences et responsabilités qui leur incombent.

En conséquence, tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit et/ou localisé dans le présent document, est formellement dû et vice versa.

De même, tout ouvrage qui n'aurait pas fait l'objet d'une description ou localisation précise ni d'une représentation graphique précise mais qui découle de l'application d'un texte réglementaire ou d'un avis technique est formellement dû.

En aucun cas ils ne pourront arguer d'un supplément pour manque d'information à ce sujet.

Il ne sera toléré aucune modification du projet résultant d'une mauvaise coordination inter entreprise.

Le Maître D'œuvre se réserve le droit de faire procéder à la reprise, aux seuls frais de l'entreprise des ouvrages qui contreviendraient aux caractéristiques définies dans les pièces du marché, sans que les entreprises puissent prétendre à l'octroi d'une rétribution supplémentaire.



## CHAPITRE - IV - HYGIENE SECURITE – CONTRÔLE TECHNIQUE – SSI

### IV.1 HYGIENE ET SECURITE

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le classement de l'opération est précisé dans le CCAP du marché et dans le PGC.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions du coordinateur santé-sécurité, en application des textes réglementaires.

Respect des dispositions et obligations réglementaires vis à vis du code du travail, de l'hygiène et de la sécurité, ceci dans le respect des dispositions définies dans les lois et décrets désignés ci-après :

#### Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel »

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

#### Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants »

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

#### L'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- ↳ au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.
- ↳ A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Coordonnateur de Sécurité/Santé désigné par le Maître d'Ouvrage conformément à la réglementation précisée ci-avant.

### COBAT COPREV

Conformité aux documents établis par le coordonnateur en matière de sécurité et de la protection de la santé, ces documents faisant partie intégrante du marché :

- ↳ P.G.C.S.P.S Plan Général de Coordination de sécurité et protection de la santé
- ↳ C.I.S.S.C.T Projet de règlement intérieur

Réunions de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé, en vue de l'établissement des documents suivants :

- ↳ Inspection commune
- ↳ P.P.S.P.S (Plan Particulier en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé)  
Plan général de coordination
- ↳ Pré DIUO Pré dossier d'interventions ultérieures sur les ouvrages

#### **IV.2      CONTROLE TECHNIQUE**

Reconnaissance du Contrôleur technique comme un représentant qualifié dûment mandaté par le Maître d'Ouvrage et dont la mission est définie dans le CCAP, conformément à la réglementation.

##### **RISK CONTROL**

38, rue de Villiers  
92 300 LEVALLOIS PERRET

Respect des dispositions édictées dans le rapport initial du bureau de contrôle, ceci dans le respect des obligations définies dans les textes réglementaires en vigueur.  
La mission du contrôleur technique est définie dans le CCAP.

#### **IV.3      COORDINATION SSI**

Reconnaissance du Coordonnateur SSI comme un représentant qualifié dûment mandaté par le Maître d'Ouvrage.

##### **SAS MIZRAHI**

150, boulevard du Général de Gaulle  
92 380 GARCHES

En conséquence respect des dispositions et obligations réglementaires édictées dans la Notice SSI jointe au présent dossier.

Remise par l'entrepreneur de l'ensemble des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'identité S.S.I demandé par le coordonnateur SSI de cette opération.

Seront soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique, tous les documents nécessaires à l'examen du respect des dispositions et obligations réglementaires relatives à la sécurité incendie.

Ce dossier devra comporter, notamment, les éléments suivants (liste informative non exhaustive) :

↳ Généralités

- Fiche descriptive des principes arrêtés

↳ Corps d'état électricité

- Documents relatifs aux Centralisateurs de mise en sécurité incendie (certificat de qualification, certification de conformité NF, rapport d'associativité)
- Notice technique montage CMSI
- Notice d'exploitation du CMSI
- Détecteur autonome (fiche technique, conformité NF)
- Verrous électromagnétiques sur portes issus de secours (PV, rapport d'essai).
- Boîtiers d'alarme (notice d'instruction)
- Sirène d'évacuation (fiche technique).
- Note de calcul de l'AES
- Licence NF câble CR1-C1.
- Synoptique câblage incendie
- Projet de contrat d'entretien
- Plans de cheminements des réseaux « courants faibles » incendie

↳ Corps d'état chauffage - ventilation

- Procès-verbal des clapets coupe-feu.
- Procès-verbal des trappes d'amenée d'air frais de désenfumage.

↳ Corps d'état menuiseries intérieures

- Procès-verbal des portes battantes à fermeture automatique.
- Ventouse sur portes double action dans circulations (fiche technique, courrier CNPP)

↳ Corps d'état étanchéité - couverture

- Exutoires à commande pneumatique (Procès-verbal de gammes d'exutoires de fumée n°E 91 507 du CETIAT et procès-verbal d'essais des mécanismes N°95.M.172 du CTIM)
- Dispositif de commande manuelle à sortie de télécommande pneumatique (Procès-verbal d'essai n°965/96 du LCPP)
- Dispositif adaptateur de commande treuil (Procès-verbal d'essai n° SE 94 00 58 du CNPP)
- Plans d'implantation des coffrets de commande des canalisations en cuivre, des treuils équipant les exutoires et ouvrants de désenfumage.

**IV.4 ORDONNANCEMENT – PILOTAGE - COORDINATION (O.P.C)**

Les entreprises s'engagent :

- ↳ À reconnaître l'O.P.C comme un représentant qualifié dûment mandaté par le Maître d'Ouvrage et, de ce fait, à respecter les dispositions, les dates d'interventions édictées dans les comptes rendus de visites de chantier par ce dernier.
- ↳ À respecter le projet de planning établi par l'O.P.C, joint en annexe 1 au CCAP, ceci dans le respect des dispositions définies dans les lois et décrets en vigueur et suivant les prestations définies dans chaque C.C.T.P de chaque lot.
- ↳ À présenter à l'O.P.C dans un délai de 20 jours à compter de l'ordre de service lui prescrivant de commencer les travaux un calendrier détaillé des tâches
- ↳ À être présente aux réunions de pilotage organisées par l'O.P.C dès demande de sa part. Ces réunions seront distinctes de celles organisées par la Maîtrise d'œuvre.

**PLANETE MANAGEMENT**

80 Rue de Romainville  
75019 PARIS - FRANCE

La mission confiée à l'O.P.C a pour objet :

- ↳ L'ordonnancement et la planification
- ↳ L'analyse des tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux afin de déterminer leurs enchaînements ainsi que les chemins critiques, par des documents graphiques.
- ↳ La coordination afin d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux
- ↳ Le pilotage afin de mettre en application, au stade des travaux, et, jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, les diverses mesures d'organisation élaborées dans le cadre de l'ordonnancement et de la coordination.

L'O.P.C assiste aux réunions du collège inter - entreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail.



## CHAPITRE - V - COORDINATION ET DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### **V.1 DOCUMENTS A FOURNIR**

#### **V.1.1 AU DEBUT DU CHANTIER – PHASE PREPARATION DE CHANTIER**

Pendant la période de préparation du chantier prévue au Calendrier prévisionnel, les entreprises devront fournir, dans un délai défini dans la notice d'organisation de chantier à compter de la notification du marché :

##### LOT 02 – DESAMIANPAGE – DEPLOMBAGE – CURAGE – GROS ŒUVRE

- ↪ un calendrier détaillé des études accompagné de la liste prévisionnelle des plans d'exécution qui seront soumis au visa du Maître d'Oeuvre et du contrôleur technique
- ↪ un calendrier détaillé des travaux pour chacun des lots qui leurs sont propres, à soumettre à la validation du Maître d'Oeuvre, qui établira dès lors, sur cette base, le planning d'exécution qui se substituera au planning prévisionnel après notification
- ↪ un calendrier détaillé de remise des échantillons qui sera soumis au visa du maître d'œuvre, du Maître d'Oeuvre et du contrôleur technique
- ↪ les bordereaux de requêtes pour DICT auprès des concessionnaires et autres exploitants concernés
- ↪ Les dispositions d'installations de chantier à faire valider par le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, les services compétents des collectivités locales concernées

##### **NOTA**

*Le plan d'organisation du chantier proposant l'emplacement des accès, des dépôts de matériel et de matériaux, des échafaudages, matériel de levage, etc. devra être soumis à l'approbation du Maître d'œuvre en même temps que le calendrier d'exécution.*

- ↪ Le dossier de sécurité/santé (PPSPS)
- ↪ L'encadrement et la liste du personnel envisagés

##### AUTRES LOTS

- ↪ Un calendrier détaillé des études accompagné de la liste prévisionnelle des plans d'exécution qui seront soumis au visa du maître d'œuvre, de l'OPC et du contrôleur technique
- ↪ Un calendrier détaillé des travaux pour chacun des lots qui leurs sont propres, à soumettre à la validation de l'OPC, qui établira dès lors, sur cette base, le planning d'exécution qui se substituera au planning prévisionnel après notification
- ↪ Un calendrier détaillé de remise des échantillons qui sera soumis au visa du maître d'œuvre, de l'OPC et du contrôleur technique
- ↪ Les dispositions nécessaires pour l'entreprise pour l'installation de chantier à transmettre au lot 02.
- ↪ Le dossier de sécurité/santé (PPSPS)
- ↪ L'encadrement et la liste du personnel envisagés

Les dispositions relatives aux demandes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants accompagnées de toutes les informations nécessaires à la constitution de leur dossier de sécurité/santé (PPSPS) sont définies dans le CCAP. Ces dispositions revêtant un caractère important dans le respect du calendrier des études et celui du calendrier des travaux devront être scrupuleusement respectées.

##### **NOTA**

*Il est rappelé que l'aptitude des entreprises sous-traitantes à intervenir sur le chantier est soumise au préalable à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS après établissement de leur PPSPS.*

## **V.1.2 AU DEBUT DU CHANTIER - PHASE ETUDE D'EXECUTION**

### **V.1.2.1 ETUDES D'EXECUTION**

Suivant planning joint au dossier de consultation et suivant la notice d'organisation, l'ensemble des entreprises devra établir tous les plans d'exécution des ouvrages, les plans de détails et schémas d'exécution, les notes de calculs qui devront apporter toutes les précisions nécessaires, autant que besoins, quant aux dimensionnements définitifs, mode de fixations, scellements, etc.

#### **NOTA**

*Voir aussi, ci-après, les dispositions relatives à la réalisation des cellules témoin à inclure dans les études d'exécution pour respect du délai contractuel.*

Ces plans émaneront de la synthèse (voir convention de synthèse ci-après).  
Cette synthèse fera l'objet de la diffusion des plans de synthèse qui en émanent dans les conditions définies ci-après.

Les documents d'exécution seront accompagnés, autant que de besoins :

- ↳ Des plans de détails et schémas et les plans d'étude d'exécution nécessaires à la mise au point des réservations sur les plans de coffrages
- ↳ Des certificats de provenance des matériaux
- ↳ Des copies des avis techniques
- ↳ Des copies des classements des matériaux
- ↳ Des copies des classements de stabilité au feu et classement
- ↳ Des copies des classements des PV de classement Acoustique
- ↳ Des fiches techniques et de sélection des équipements (thermique, plomberie, cuisine, électricité, etc.)

Ces détails seront définis en coupes, plans, élévations sur lesquels figureront les ouvrages contigus.

Les entrepreneurs sont formellement tenus, d'une part de contrôler sur place les cotes exactes des ouvrages mis en œuvre et d'autre part, d'adapter en conséquence leurs fabrications aux ouvrages en place. Tous les défauts de tolérance seront signalés sans délai au maître d'œuvre.

En outre, les entrepreneurs devront donner aux autres corps d'état, avec tous les renseignements nécessaires les plans précis de leurs ouvrages, dès que ceux-ci auront reçu l'approbation du Maître d'œuvre. Ils devront ensuite s'assurer sur le chantier que ces indications ont été correctement suivies, en vue de l'achèvement de l'opération et du bon fonctionnement de l'ensemble des ouvrages.

Par ailleurs, il est rappelé que lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au maître d'ouvrage les plans et autres documents d'exécution dans les conditions exigées au C.C.A.P. etc.

#### **NOTA**

*Les entrepreneurs devront présenter au Maître d'œuvre les échantillons concernant toutes les finitions, matériaux et matériels prévus au présent corps marché en respect des dates prévues au calendrier de remise des échantillons.*

*Pour la réalisation des plans d'exécution, ils devront prendre en compte les possibles observations formulées par la maîtrise d'œuvre, le contrôleur technique, le coordinateur SSI, le coordonnateur SPS et la maîtrise d'ouvrage sur les échantillons présentés (possibilité de refus d'échantillons et présentation d'échantillons nouveaux).*

Ces documents seront soumis au **VISA** du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique (et autant que nécessaire, du Coordonnateur SPS et du coordinateur SSI).

Les plans d'exécution devront être remis en tenant compte de toutes les réservations de tous les corps d'état.

A ce propos, l'entrepreneur titulaire d'un marché doit solliciter toutes les réunions de coordinations techniques et de synthèse qui lui sont nécessaires et se charge d'obtenir les informations auprès de ses sous-traitants pour l'ensemble des travaux qui lui sont propres.

**NOTA**

*Le maître d'œuvre remettra ses remarques sur des plans complets, intégrant toutes les dispositions pour l'exécution des ouvrages, réservations, coupes et détails complets. En cas de non-respect de ces remarques le maître d'œuvre sera en droit de ne pas donner suite à la vérification de ces documents et l'entreprise ne pourra arguer de retard dans la vérification des plans d'exécution incomplets qu'elle aura soumis au **VISA** du maître d'œuvre.*

Tous les plans d'exécution des ouvrages, les plans de détails et schémas d'exécution sans exception, seront réalisés sur support informatique suivant le protocole défini ci-après dans la convention de synthèse qui suit

L'ensemble de ces documents y compris fiches techniques, avis techniques, etc., sera diffusé, pour autant d'indice que nécessaire, par tirage papier suivant CCAP.

**NOTA**

*Les plans d'exécution qui seront soumis à analyse et vérification sont réputés intégrer toutes les dispositions émanant de la synthèse.*

### **V.1.2.2 ETUDES DE SYNTHESE – CONVENTION**

#### **DOCUMENTS DE REFERENCE**

Outre la présente convention, les documents de référence sont :

- ↳ Les pièces du marché : pièces écrites, plans et coupes architecte, plans techniques BET.
- ↳ Les fonds de plan des ouvrages béton (plan d'exécution des ouvrages établis par le lot GROS ŒUVRE)
- ↳ Le planning contractuel qui fixe les dates contractuelles de début et fin de synthèse TCE.

#### **V.1.2.2.1 SYNTHESE TECHNIQUE**

##### **ATTRIBUTAIRE DE LA CELLULE DE SYNTHESE (CdS)**

La mission de synthèse est à la charge du Maître d'œuvre (dénommé ci-après responsable de la CdS)

##### **COMPOSITION ET DEFINITION DE LA CELLULE DE SYNTHESE (CdS)**

La CdS est composée, sous la responsabilité de l'entreprise attributaire :

- ↳ Du directeur de CdS, représentant l'entreprise attributaire
- ↳ D'un représentant de chaque entreprise pour chaque corps d'état autant que de besoin
- ↳ De l'architecte mandataire de la maîtrise d'œuvre (suivant besoin)
- ↳ Du BET de la maîtrise d'œuvre (suivant besoin).

L'objectif de la CdS est d'assurer la coordination des études d'entreprises et la gestion des interfaces entre les lots, dans le respect :

- ↳ Du projet de la maîtrise d'œuvre,
- ↳ Des contraintes des hauteurs et volumes libres du projet,
- ↳ Des exigences contractuelles
- ↳ De la réglementation
- ↳ Des contraintes d'exploitation et de maintenance.

La CdS doit donc assurer :

- ↳ La coordination spatiale des réseaux (synthèse technique)
- ↳ La coordination spatiale des terminaux (synthèse architecturale et technique)
- ↳ La coordination des interfaces entre les corps d'état (synthèse architecturale).
- ↳ La coordination entre lots architecturaux et lots techniques portera sur des interfaces définis par la maîtrise d'œuvre (détails, mise en œuvre, ...).

Pour cela elle doit :

- ↳ Définir en temps utile selon le planning d'exécution les études et corrections à réaliser pour chaque corps d'état
- ↳ Procéder à l'analyse des plans de chaque corps d'état et déterminer les incidences possibles entre les ouvrages
- ↳ Déterminer le positionnement côté des ouvrages ayant une interface entre eux
- ↳ Etablir les plans et coupes de synthèse, identifiant au besoin les limites de prestations entre corps d'état
- ↳ S'assurer des compatibilités des dispositions envisagées
- ↳ Vérifier et coordonner sur les plans de sols, de plafonds, et le cas échéant sur les élévations, les calepinages selon positions définitives des ouvrages

La CdS ne se substitue pas aux divers participants à l'acte de construire.

Chaque entrepreneur conserve la responsabilité propre à son lot, notamment en ce qui concerne les plans d'exécution et la qualité de ses ouvrages.

En particulier, il est précisé que les plans de la maîtrise d'œuvre ne sont en aucun cas des plans d'exécution, et que les PEO (Plans d'Exécution des Ouvrages), restent entièrement à la charge des entreprises et de leurs sous-traitants.

La maîtrise d'œuvre reste concepteur du bâtiment et entérinera les solutions finales des études de synthèse.

#### **DUREE DES ETUDES DE SYNTHESE - PLANNING**

Les travaux de la cellule de synthèse s'étendent sur une durée de 4 mois, inscrite dans le délai contractuel de l'opération, à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de l'opération.

Cette durée pourra être étendue sur décision de la maîtrise d'œuvre, les moyens humains et matériels afférents devant être maintenus jusqu'à l'achèvement des travaux de la CdS.

Le planning de synthèse établi par le directeur de la CdS sera intégré dans le planning détaillé des travaux.

Il identifie les délais d'études et les dates de fourniture des documents.

Le planning pourra être adapté au plus tard dans les quinze premiers jours de synthèse en fonction des demandes éventuelles des corps d'état.

Chaque corps d'état devra remettre ses plans suivant ce planning.

Chaque entreprise s'engage à fournir le personnel nécessaire en qualité et nombre pour respecter les délais inscrits au planning.

Le responsable de la CdS établit (15 jours minimum après OS) le calendrier détaillé des études d'exécution provisoires (pré-PEO), des études de synthèse ainsi que l'échéancier de la fourniture des documents de synthèse (coupes, plans et détails), et ce, dans le cadre du calendrier contractuel, en coordination avec le planning détaillé de travaux.

#### **Carnet de bord « Gestion de documents » :**

L'entreprise attributaire établira un tableau avec la liste de tous les plans comprenant :

- ↳ N° du plan
- ↳ Titre du plan
- ↳ Date du plan
- ↳ Indice
- ↳ Date d'envoi à chaque intervenant
- ↳ Date de retour des observations de chaque intervenant
- ↳ Etat des visas MOE et BdC

Ce tableau devra être mis à jour régulièrement sur la durée des études de synthèse.



### **DIRECTION ET ANIMATION DE LA CELLULE DE SYNTHÈSE**

La cellule de synthèse est dirigée et animée par le Maître d'œuvre.

Le directeur de la CdS aura à sa charge :

- ↳ L'établissement des ordres du jour (diffusé au moins 48h à l'avance)
- ↳ L'avancement des travaux de la CdS, sous réserve de la participation effective des intervenants dûment convoqués
- ↳ La production et la diffusion des plans et coupes de synthèse. Ces documents seront diffusés en informatique à chaque corps d'états.
- ↳ la rédaction et la diffusion des comptes-rendus de réunions de la CdS à tous les intervenants (Maître d'ouvrage, entreprise des autres corps d'états, Maître d'œuvre, Contrôleur technique...)
- ↳ Les moyens matériels pour la cellule de synthèse

Etant précisé que l'architecte et le BET Maître d'Oeuvre sera présente pour arbitrage, sous réserve que l'ordre du jour justifie cette présence.

En cas de défaillance d'un représentant d'entreprise, la maîtrise d'œuvre pourra récuser et demander le remplacement de toute personne dont l'attitude ou la compétence ne serait pas adaptée à la bonne marche de la CdS.

### **CORPS D'ETAT ET OUVRAGES CONCERNES PAR LA CDS**

Tous les corps d'état ont obligation de participer à la cellule de synthèse sur demande du directeur de la CdS ou de la Maîtrise d'œuvre.

### **REPRESENTATION ET ROLE DES CORPS D'ETAT**

Chaque entreprise sera représentée pour participer à la CdS.

En début de période de préparation, chaque entreprise fournira à la Maîtrise d'œuvre la liste nominative des personnes devant représenter les corps d'état dans la CdS.

Ces personnes seront habilitées et compétentes pour traiter les problèmes de synthèse.

Tous les participants à la CdS devront avoir l'expérience et l'autonomie pour décider en séance de tous les aménagements ou modifications nécessaires résultant de la synthèse.

Ils ont obligation de participer aux études et aux réunions de synthèse sur demande et convocation du directeur de la CdS.

Chaque entreprise devra

- ↳ Remettre les plans au 1/50ème ou plus, conformément à la présente convention
- ↳ Respecteront le planning de remise de plans
- ↳ Corriger autant que de besoin les plans suivant les indications du directeur de la CdS et de la Maîtrise d'œuvre
- ↳ Participer aux réunions de synthèse dans le cadre de la coordination des études

### **PRINCIPES D'ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA CDS**

Les réunions de la CdS se tiendront obligatoirement sur le site, chaque semaine, sous l'autorité du responsable de la CdS.

La détection des conflits est faite par la CdS.

Le règlement des conflits est fait par la CdS.

Au besoin, l'architecte arbitre entre plusieurs solutions possibles dans le cadre des marchés de travaux.

Dans les cas extrêmes, la CdS examinera les cas de dérogation au marché, après avoir démontré ne pas être parvenue à régler elle-même les conflits.

Chaque entreprise est tenue à une obligation de résultat dans le cadre de son marché en termes de :

- ↳ « Qualité » : respect du projet architectural (respect des volumes, etc...),
- ↳ « Délai » : respect du planning avec en particulier respect des dates clé des fins de synthèse,
- ↳ « Coût » : respect du coût initial malgré des adaptations nécessaires et décidées par la CdS.

Le directeur de la CdS est responsable des moyens permettant d'atteindre les objectifs de résultats mentionnés ci-dessus, avec le matériel informatique et de tirage nécessaires.

La CdS est équipée d'un poste informatique puissant, d'une table traçante et d'une liaison internet sur site.

Chaque entreprise transmet ses plans informatiques (pré-PEO), à la cellule de synthèse.

Le logiciel de dessin utilisé par la CdS devra être Autocad version 2010 et le directeur de la CdS établira le protocole définissant les couches, les couleurs et le type de ligne pour chaque corps d'état.

Le fond de plan de synthèse est le plan de structure établi en cohérence avec les fonds de plans architecte et les plans de principe de structure du dossier marché.

Les PAC auront alors le statut de PEO et seront soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Ils pourront devenir bons pour exécution après approbation de la maîtrise d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

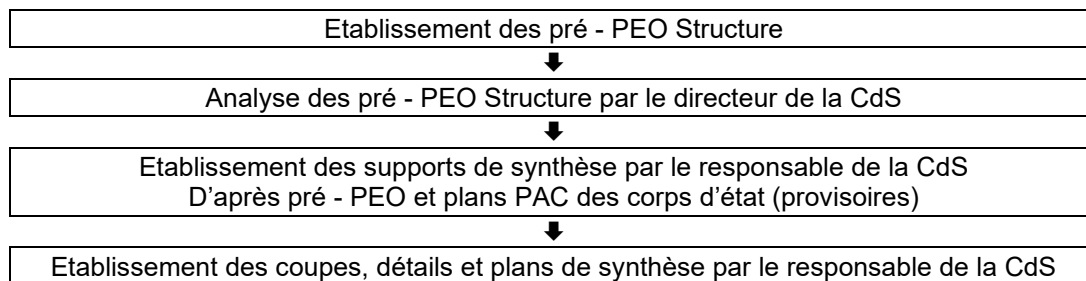
Les plans de synthèse sont remis aux intervenants de la Maîtrise d'œuvre pour servir d'outils d'approbation des PEO, au même titre que les notes de calculs.

### **METHODOLOGIE DE LA SYNTHESE**

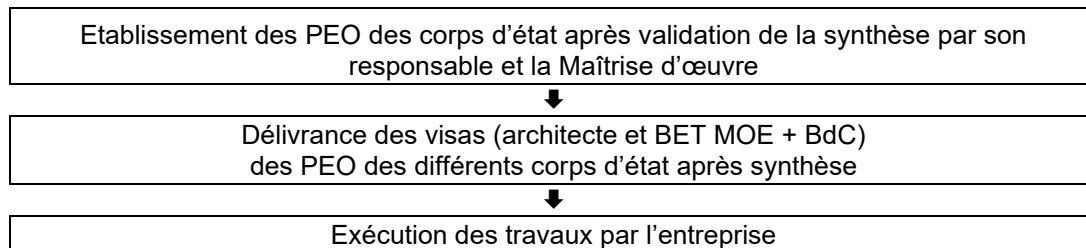
La méthodologie de travail de la cellule de synthèse est la suivante

- ↳ Intégration des différents plans d'exécution et des PAC des différents corps d'état.
- ↳ Analyse par le responsable de la CdS de la compilation des plans PAC et plans d'exécution provisoires du Gros-Œuvre et des différents corps d'état (pré-PEO)
- ↳ Détection des conflits, traitement des conflits par les différents représentants des entreprises sous l'autorité du directeur de la CdS
- ↳ Editions de plans coupes et détails
- ↳ Participation et arbitrages éventuels de la Maîtrise d'œuvre pour recherche de solution entre plusieurs propositions de la CdS
- ↳ Mise à jour par les « projeteurs spécialistes » de l'entreprise des plans d'exécution (PEO) pour tenir compte des contraintes de synthèse
- ↳ Mise au point des réservations dans la structure
- ↳ Transmission des PEO des corps d'état pour obtention des visas de la part de la Maîtrise d'œuvre et du BdC

### **ORGANIGRAMME DE LA CELLULE DE SYNTHESE**



### **Post Synthèse**



### **DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LA CdS**

La CdS devra la production des plans suivants :

- ↳ Vues en plan par niveau à l'échelle 1/50ème
- ↳ Coupes au 1/50ème suivant dossier marché et besoins exprimés par la CdS et le BET de la Maîtrise d'œuvre (les réseaux seront repérés en section et en altimétrie)
- ↳ Détails significatifs au 1/20ème

### MOYENS EN MATERIEL

La salle de réunion des réunions hebdomadaires de chantier sera utilisée pour les réunions de synthèse.

Les sanitaires, compris chauffage, électricité, téléphone, eau évacuation EU/EV, sont mis à disposition de la CdS.

L'équipement informatique de la cellule de synthèse est à la charge de l'entreprise, responsable de la CdS, et comprend un poste informatique puissant, une imprimante et une liaison internet haut débit. Cet équipement sera installé sur site.

Les frais de fonctionnement des réunions (concernant le chauffage, l'eau, l'électricité, le téléphone, le télécopieur, le photocopieur, la maintenance, les biens consommables, etc.) sont pris en charge dans le coût de l'installation générale de chantier (voir dispositions ci-après).

Les frais d'impression, de reproduction et de tirage des plans sont à la charge de l'entreprise attributaire.

### V.1.2.2.2 SYNTHESE DES RESERVATIONS

Cette coordination générale se traduit par l'établissement de plans de repérage des réservations nécessaires dans les ouvrages de béton armé ou bois.

La réalisation et la diffusion de ces plans sont à la charge de l'entreprise du lot 2, sur la base des fonds de plans du Gros œuvre Structure béton ou Bois suivant cas.

Les plans produits représentent, au niveau du détail, l'implantation des différentes réservations demandées par l'ensemble des corps d'état.

L'établissement des plans sera réalisé de la façon suivante :

- ↳ Les entreprises des lots gros œuvre structure béton ou structure bois fourniront sous forme de fichiers l'ensemble des plans de coffrage de la structure à tous les intervenants de l'opération.
- ↳ Chaque entreprise réalisera sur la base de ces fichiers l'implantation (en plan, en altimétrie, en section) de l'ensemble des réservations ou des percements nécessaires à la réalisation de ses ouvrages
- ↳ L'entrepreneur du lot 02, à partir de ces fichiers, réalisera les plans de repérage des réservations nécessaires dans les ouvrages de béton armé.  
Pour ce faire, la maquette fera apparaître, par niveau :  
La structure et les réservations en plancher haut et élévation du niveau du plan architecte considéré
  - Les réservations chauffage ventilation rafraîchissement
  - Les réservations électriques + appareillage
  - Les réservations plomberie + appareillage
  - Les réseaux chauffage ventilation rafraîchissement
  - Les réseaux électriques courants forts et faibles + appareillage
  - Les réseaux plomberie + appareillage

Ces documents de synthèse seront actualisés, pour tenir compte des diverses modifications résultant de l'avancement des travaux, aussi souvent que nécessaire, jusqu'à la fin des travaux et la production des documents du DOE.

Le représentant de l'entreprise de gros œuvre devra vérifier la compatibilité des réservations dans les ouvrages neufs et le percement dans les ouvrages existants demandées par les autres corps d'états avec la tenue de la structure.

Dans le cas où des points d'impossibilités seraient soulevés, l'entreprise de gros œuvre devra en avvertir le directeur de la CdS Technique afin de voir les solutions alternatives possibles.

Le représentant de l'entreprise de gros œuvre devra fournir en parallèle les contraintes particulières de cette zone à la CdS.

### **V.1.2.3 TABLEAU DE SUIVI DES VISAS ENVIRONNEMENTAUX**

Dans le cadre des suivis environnementaux, il sera demandé la fourniture des éléments suivants qui sont récapitulés dans les tableaux suivants.

Corps d'état	Document attendu	Caractéristique à viser
<b>GROS ŒUVRE</b>		
Gros œuvre	Résultats de tests d'étanchéité, réalisés selon la norme NF EN ISO 9972 et son guide d'application GA P50 784 (2016)	Valeur de perméabilité à l'air
	Bon de livraison des isolants	Adresse chantier + référence de l'isolant qui doit être identique à la FTP
	Certificat ACERMI	Epaisseur et R
	FDES	Impact environnemental et sanitaire
	Note de calcul du coefficient de transmission thermique U intégrant les ponts thermiques ponctuels et structurels (cas des doublages sous ossature ou cloisons SAD)	Coefficient de transmission thermique U des parois
	Plan de repérage des isolants	Localisation
	Tableau récapitulatif des isolants	Resistance thermique R, Conductivité thermique $\lambda$ , épaisseur, référence ACERMI, Localisation, Coefficient de transmission thermique U de la paroi, FDES
	Fiche produit des isolants	Principe de mise en œuvre, qualité sanitaire (fibres), Performances thermiques
<b>VRD – ESPACES VERTS</b>		
VRD – Espaces verts	Caractéristiques des espèces végétales mises en œuvre	Essences locales, potentiel allergisant, toxicité, descriptif des besoins en entretien et des besoins en eau
	Note de calcul gestion des EP	Dimensionnement

Corps d'état	Document attendu	Caractéristique à viser
<b>ETANCHEITE - COUVERTURE</b>		
	Bon de livraison des isolants	Adresse chantier + référence de l'isolant qui doit être identique à la FTP
	Fiche produit de toiture végétalisée	Coefficient de ruissèlement, hauteur de terre
	Certificat ACERMI	Epaisseur et R
	FDES	Impact environnemental et sanitaire
	Plan de repérage des isolants	Localisation
	Tableau récapitulatif des isolants	Resistance thermique R, Conductivité thermique $\lambda$ , épaisseur, référence ACERMI, Localisation, Coefficient de transmission thermique U de la paroi, FDES
	Fiche produit des isolants	Principe de mise en œuvre, qualité sanitaire (fibres), Performances thermiques
<b>TRAITEMENT DES FACADES</b>		
	Bon de livraison des isolants	adresse chantier + référence de l'isolant qui doit être identique à la FTP
	Certificat ACERMI	Epaisseur et R
	Note de calcul du coefficient de transmission thermique U intégrant les ponts thermiques ponctuels et structurels (cas des doublages sous ossature ou cloisons SAD)	Coefficient de transmission thermique U des parois
	FDES isolants	Impact environnemental et sanitaire
	Plan de repérage des isolants	Localisation
	Tableau récapitulatif des isolants	Resistance thermique R, Conductivité thermique $\lambda$ , épaisseur, référence ACERMI, Localisation, Coefficient de transmission thermique U de la paroi
	Fiche produit des isolants	Principe de mise en œuvre, qualité sanitaire (fibres), Performances thermiques
<b>MENUISERIES EXTERIEURES BOIS / MENUISERIES EXTERIEURES ALU - OCCULTATIONS</b>		
Menuiseries extérieures	Composition des vitrages	Description composition vitrière (référence), caractéristiques thermiques et lumineuse (avec décomposition absorption, transmission, reflection), coefficient de transmission thermique U
	Calcul Ucw d'un mur rideau	Ucw
	Certificat Cekal	Ug
	Fiche produit	Uw, TI, Ug, Sg

Corps d'état	Document attendu	Caractéristique à viser
	Tableau récapitulatif des vitrages	Uw, TI, Ug, Sg, Localisation, Reference du produit, marque Pour TI et Sg : décomposition entre absorption, transmission, réflexion
	Calcul RCL menuiseries	Ratio clair de vitrage des menuiseries
	Justification des ponts thermiques (Fiche produit rupteur, détail et coupes spécifiques, etc.)	Vérification des ponts thermiques
Occultations	Fiche produit	FS, Porosité
	Plan de repérage des protections solaires	Localisation
<b>CLOISONS DOUBLAGES</b>		
	Bon de livraison des isolants	Adresse chantier + référence de l'isolant qui doit être identique à la FTP
	Fiche produit des panneaux de fibre de bois	Emissions de COV et de formaldéhydes & étiquettes émission air intérieur
	Note de calcul du coefficient de transmission thermique U intégrant les ponts thermiques ponctuels et structurels (cas des doublages sous ossature ou cloisons SAD)	Coefficient de transmission thermique U des parois
	Certificat ACERMI	Epaisseur et Resistance thermique
	FDES isolants	Impact environnemental et sanitaire
	Plan de repérage des isolants	Localisation
	Tableau récapitulatif des isolants	Resistance thermique R, Conductivité thermique $\lambda$ , épaisseur, référence ACERMI, Localisation, Coefficient de transmission thermique U de la paroi
	Fiche produit des isolants	Principe de mise en œuvre, qualité sanitaire (fibres), Performances thermiques
<b>MENUISERIES INTERIEURES</b>		
	Fiche produit	étiquettes émission air intérieur
<b>PLAFONDS SUSPENDUS</b>		
	Fiche produit	Coefficient de réflexion lumineuse
		Emissions de COV et de formaldéhydes & étiquettes émission air intérieur
	FDES	Impact environnemental et sanitaire
	Tableau récapitulatif des faux plafonds	Nom, marque, localisation, émissions de COV et formaldéhydes, présence de label

Corps d'état	Document attendu	Caractéristique à viser
<b>REVETEMENTS DE SOLS - REVETEMENT MURAL CERAMIQUE</b>		
Sols durs - Carrelage	Fiche produit	Coefficient de réflexion lumineuse
	FDES	Impact environnemental et sanitaire
	Fiche produit des joints de revêtement de sol	Niveau EC1 ou EC1+ du label EMICODE ou équivalent
Sols souples	Fiche produit	Coefficient de réflexion lumineuse
		Emissions de COV et de formaldéhydes & étiquettes émission air intérieur
	FDES	Impact environnemental et sanitaire
	Fiche produit des joints de revêtement de sol	Niveau EC1 ou EC1+ du label EMICODE ou équivalent
	Tableau récapitulatif des revêtements de sol	Nom, marque, localisation, émissions de COV et formaldéhydes, présence de label
<b>PEINTURE</b>		
	Fiche produit	Emissions de COV et de formaldéhydes & étiquettes émission air intérieur Label Coefficient de réflexion lumineuse
	FDES	Impact environnemental et sanitaire
	Tableau récapitulatif des peintures	Nom, marque, localisation, teneur en COV, émissions de COV et formaldéhydes, présence de label
<b>PLOMBERIE</b>		
	Fiche technique des équipements de robinetterie (robinets, douches, réservoir de chasse d'eau)	Débits, classement ECAU, marquage NF, capacité du réservoir, temporisation
	Note précisant les possibilités de comptage et de sous comptage avec schéma de principe des comptages	Respect comptage RT
	Justificatifs de la réalisation du rinçage des installations de plomberie analyses de l'eau conformes certification	Présence des documents
<b>CHAUFFAGE - VENTILATION</b>		
	Fiche technique des CTA	Etanchéité des caissons
	Calcul RT EXE	Suivant notre méthodologie interne de validation
	Certificat de nettoyage des gaines aérauliques et rapport d'autocontrôle de l'installation	Présence du document
	Fiche technique des robinets thermostatiques et organes de régulations (pour plancher chauffant)	Coefficient de régulation ou coefficient de variation temporelle
	Résultats des tests d'étanchéité à l'air des réseaux, suivant arrêté de la RT 2012	Valeur de perméabilité à l'air, test réalisé conformément au FD E51-767 et normes associées par tiers indépendant accrédité

Corps d'état	Document attendu	Caractéristique à viser
	Fiche technique des bouches d'entrée d'air et des bouches d'extraction	Débit, type de régulation (autoréglable, hygro), performance acoustique,
	Fiche produit des filtres installés	Qualité air intérieur
	Fiche technique des calorifugeages et note de calcul des épaisseurs définies (dépend des diamètres de réseaux)	Vérification des classes de calorifugeage atteint (et conformité avec calcul RT)
<b>ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES</b>		
	Fiche technique des luminaires et des sources	lm/W, TC, IRC, type de luminaire, pollution lumineuse éclairage extérieur
	Tableau de présentation des modes de gestion de l'éclairage, par pièce et zone, avec les durées de temporisation	Présence de détecteur, sonde de luminosité, gradateur, horloge, bouton poussoir, temporisation, indicateurs lumineux sur interrupteur éclairage balcon
	Note précisant les possibilités de comptage avec schéma de principe des comptages (si comptage au lot CFA, )	Respect comptage RT
	Bilan de puissance de l'éclairage	Puissance surfacique par zone W/m²...
	Etude d'éclairement par locaux	Uniformité de l'éclairage (Emin/Emoy), Niveau d'éclairement, Eblouissement (UGR)
<b>TOUS LES CORPS D'ETATS</b>		
	Pour les éléments en bois : Fiche produit	Classe d'emploi du bois
	Pour tous les éléments en bois : Classement FSC ou PEFC	Présence du certificat
	Attestation de la part de matériau recyclé d'aluminium et acier	Document justificatif

#### **V.1.2.4 CALCUL RT 2012**

Plusieurs itérations du calcul RT seront demandées aux entreprises chargées du calcul RT, dans un délai de deux semaines à compter de la demande de la maîtrise d'œuvre.

Une première reprenant toutes les hypothèses des entreprises concernées sur la base du calcul conception fourni par la maîtrise d'œuvre.

Une finale validant les matériaux et équipements réellement mis en œuvre.

Entre ces deux calculs, l'entreprise s'engage à fournir autant d'itérations que demandées par la maîtrise d'œuvre, en cas d'incohérences constatées ou de modifications de prestations pouvant impacter le résultat final (modification isolation, menuiseries, plomberie, CVC, électricité...)

L'entreprise du lot PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENILATION devant la réalisation des calculs RT2012 EXE, sera responsable de la compilation des informations nécessaires à la saisie.

#### **V.1.2.5 ECHANTILLONS - PROTOTYPES**

Avant la date de pose prévue au calendrier contractuel d'exécution, chaque entreprise devra présenter au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre les échantillons concernant tous les équipements et toutes les finitions prévues pour l'ensemble des corps d'état, y compris matériaux verriers.



Ces échantillons pourront être présentés sous forme de surfaces témoins ou maquettes, autant que nécessaire à la demande du maître d'œuvre, des ouvrages envisagés dans les C.C.T.P et plans architecte et/ou techniques du présent projet.

Chaque maquette aura une surface minimale de 1 m2 et/ou sera représentative grandeur nature de l'ouvrage considéré.

Pour certains types d'ouvrages particuliers l'entreprise prévoit, autant que nécessaire à la demande du maître d'œuvre, du contrôleur technique, du maître d'ouvrage ou du coordonnateur SPS, la fourniture d'un ou plusieurs prototypes d'ensembles représentatifs des ouvrages envisagés dans les CCTP et plans architecte et/ou techniques du présent projet.

Par exemple :

- ↳ L'entreprise prévoit la fourniture d'un prototype complet de garde-corps métallique dans sa configuration de pose définitive
- ↳ L'entrepreneur devra fournir un prototype de chaque élément ou ensemble unitaire pour essais à effectuer par un centre d'essais agréé pour tous les ouvrages non accompagnés d'un certificat d'essai
- ↳ L'entrepreneur devra fournir un prototype de chaque élément ou ensemble unitaire pour essais à effectuer par un centre d'essais agréé pour tous les ouvrages non accompagnés d'un certificat d'essai (ATEC ou ATEX selon nécessité)
- ↳ Voir également les CCTP
- ↳ Etc., liste non exhaustive

Ces échantillons et prototypes resteront à demeure sur le chantier in situ ou dans le local prévu à cet effet jusqu'à la réception des travaux.

Aucune commande de matériel ou de matériau ne peut être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par un accord du Maître d'œuvre

**NOTA**

*Les marques prescrites dans le présent CCTP sont maintenues d'une part pour obtention d'un prix unitaire, fourniture et pose, de la part de l'entrepreneur et, d'autre part, pour respect du choix du Maître d'œuvre.*

*Aucune modification à ces choix ne pourra être admise même au titre de l'assimilation à similaire, sans acceptation totale et sans équivoque de l'Architecte.*

### **V.1.3 EN COURS DE CHANTIER**

Chaque entreprise devra respecter toutes les dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité, la protection santé. (Voir PGC du coordonnateur Sécurité Protection Santé.)  
Le Maître de l'ouvrage a désigné un contrôleur en matière de sécurité et de protection santé celui-ci intervient donc en tant que responsable à part entière et fera procéder à l'application des textes et lois s'y référant.

Chacune de ces entreprises et leurs sous-traitants préciseront à tous les autres corps d'état les réservations et préparations de supports qu'ils comptent réceptionner avant le début des travaux de mise en œuvre de leurs ouvrages.

A la demande du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du contrôleur technique et/ou du coordonnateur SPS, les entreprises sous-traitantes pourront être amenées à participer aux réunions

Les entrepreneurs et leurs sous-traitants concernés devront prendre toutes les dispositions techniques pour lever toutes les réserves jusqu'à acceptation du montage et du traitement des ouvrages.

Il est prévu la réalisation de tous les essais de contrôle et de conformité à la réception des ouvrages, conformément aux normes en vigueur, essais réalisés in situ (voir article essais ci-après).

Le procès-verbal des OPR (Opérations Préalables à la Réception) sera établi avec les conclusions générales sur la réalisation de l'ensemble, conformément aux stipulations du CCAP et du CCAG.

Les entreprises concernées devront prendre toutes les dispositions techniques pour lever toutes les réserves jusqu'à acceptation des ouvrages.

### **RAPPEL D.O.E**

Les entreprises doivent le respect des dispositions édictées dans le CCAP.

Dans le but d'établir le D.O.E., l'entrepreneur remettra au Maître d'œuvre les dossiers complets - minimum 5 exemplaires papier dont 1 reproductible - conformément aux stipulations du CCAP et du CCAG auxquels il est fait dérogation pour le nombre d'exemplaires.

Le dossier sera complété par la remise de l'ensemble du DOE sur support informatique (clé USB) au format DXF ou DWG pour les plans et formats couramment exploitables (PDF) pour les autres documents (notes de calcul, fiches techniques, notices, etc.), à raison de 1 clé USB par intervenant de la maîtrise de chantier (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SPS, etc.).

Le présent dossier présenté dans un ou des classeurs devra comporter :

- ✍ Les plans et détails d'exécution de tous les ouvrages définitivement exécutés
- ✍ Les détails d'exécution de tous les ouvrages définitivement exécutés.
- ✍ Les notes de calculs justificatives demandées par le Maître d'œuvre ou le contrôleur technique pendant le contrôle des travaux.
- ✍ Les avis techniques et classements des différents matériaux mis en œuvre.
- ✍ Les fiches techniques et de sélection des équipements mis en œuvre
- ✍ Les bordereaux et résultats des essais.
- ✍ Une liste de la marque et des références de tous les matériels et matériaux installés.
- ✍ La liste de tous les fabricants des matériels et matériaux mis en œuvre avec adresse et numéro de téléphone du distributeur existant localement et du siège social du constructeur,
- ✍ Une notice d'entretien et de conduite du matériel et matériaux installés et une nomenclature de tous les incidents de marche pouvant survenir et les moyens à utiliser pour y remédier.
- ✍ Le carnet d'identité requis par la maîtrise d'ouvrage sur la base du document type joint en annexe

Pour uniformiser les DOE des différents lots, et en faciliter l'utilisation future, il est demandé aux entreprises de suivre le sommaire suivant, pour chaque lot :

#### **1. Sommaire**

- ✍ Sommaire général du DOE du lot concerné. Reprend les points du présent sommaire et indique leur localisation dans le DOE.

#### **2. Liste des produits**

- ✍ Tableau listant les différents produits mis en œuvre, et référençant les documents liés. Cf. tableau ci-dessous : « Liste des produits ».

#### **3. Référence des fabricants**

- ✍ Référence et coordonnées des différents fabricants (et de leurs distributeurs). Cf. tableau ci-dessous : « référence des fabricants »

#### **4. Plans d'atelier, d'exécution et plans de localisation des produits – Schémas ou synoptiques**

- ✍ Sommaire de la section (donner un titre à chaque plan)
- ✍ Documents correspondants

#### **5. Fiches produits avec FDS et FDES**

- ✍ Sommaire de la section
- ✍ Pour chaque produit : Fiche Technique & Fiche de Données de Sécurité (FDS) & Fiche de Déclarations Environnementales et Sanitaires (FDES).

#### **6. PV, certifications, Avis Techniques**

- ✍ Tableau ci-dessous « Listing PV, Certificats et Avis Techniques »
- ✍ Pour chaque produit : documents correspondants.

#### **7. Autocontrôles et calculs réglementaires**

- ✍ Sommaire de la section
- ✍ Fiches d'autocontrôle, notes de calculs d'exécution...

8. Notices d'entretien et de maintenance – Recommandations pour le fonctionnement  
 ↳ Sommaire de la section  
 ↳ Pour chaque produit : notice d'entretien, recommandation à respecter pour le bon fonctionnement.
9. Périodicité des opérations d'entretien et de maintenance  
 ↳ Cf. modèle de tableau ci-dessous : « Périodicité Entretien & Maintenance ».

Liste des produits

Logo Entreprise

Lot n° XX	Nom du lot
-----------------	------------

Désignation produit	Référence produit	Nom commercial du produit	Fabricant	Document de localisation	Fiche produit	Référence PV et avis technique	Notice d'entretien et de maintenance	Référence tableau périodicité maintenance
				Cx Oy Pz (*)	(*)	(*)	(*)	(*)

Logo Entreprise	Nom de l'entreprise Adresse CP Ville	Tél. Fax. Mail.
-----------------	---	-----------------------

(\*) : Indiquer où se trouve le document correspondant, dans le DOE. Légende : « C1 02 P3à7 » = « classeur 1, onglet 2, pages 3 à 7 »

Référence des Fabricants

Fabricant	Adresse	Téléphone	Télécopie	Distributeur	Adresse	Téléphone	Télécopie

Listing PV, Certificats et Avis Techniques

Produit	Type de PV	Organisme	N° de PV	Page/ Onglet

Périodicité Entretien & Maintenance

Produit/ Matériaux	Durée de vie	Fréquence (contrôle, entretien, réfection)						
		Tous les 6 mois	Tous les ans	Tous les 2 ans	Tous les x ans	Tous les 10 ans	Tous les 15 ans	Tous les 20 ans
		Cx, Ex, Rx						

Contrôle	Nature du contrôle (description et référence à la notice d'E&M correspondante)
C1	
...	
Cx	

Entretien	Nature de l'entretien (description et référence à la notice d'E&M correspondante)
E1	
Ex	

Réfection	Nature de la réfection (description et référence à la notice d'E&M correspondante)
R1	
Rx	

**RAPPEL D.I.U.O**

Dans le but d'établir le D.I.U.O (Dossier de Interventions Ultérieures sur les Ouvrages), chaque entrepreneur remettra directement au Coordonnateur de sécurité/santé les dossiers complets conformément aux stipulations du PGC.

Ce dossier devra comporter au minimum :

- ↳ Les plans et détails d'exécution de tous les ouvrages définitivement exécutés
- ↳ Les avis techniques et classements des différents matériaux mis en œuvre.
- ↳ Les bordereaux et résultats des essais.
- ↳ Une notice d'entretien et de conduite du matériel installé et une nomenclature de tous les incidents de marche pouvant survenir et les moyens à utiliser pour y remédier.

**NOTA**

Chaque entrepreneur devra produire au maître d'œuvre une attestation de remise du dossier pour DIUO signé, pour confirmation de réception, par le coordonnateur SPS.

## **V.2 ESSAIS**

Les entreprises doivent par ailleurs le respect des dispositions édictées dans le CCAP.

### **GENERALITES**

Chacune des entreprises et leurs sous-traitants doivent tous les essais liés à la mise en œuvre de leurs ouvrages.

L'ensemble des essais devra être satisfaisant à 100 %.

Tout essai infructueux sera suivi d'un nouvel essai à la charge de l'entreprise jusqu'à l'obtention de résultats satisfaisants à 100 %.

Les essais, réalisés à la charge des entreprises, à la demande du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage, du contrôleur technique, devront être conformes aux normes et règles en vigueur.

Les essais de réception et les essais de contrôle des matériaux devront être conformes aux normes et règles en vigueur.

- ↳ Essais de contrôle des supports
- ↳ Essais de contrôle des matériaux
- ↳ Essais spécifiques propres à certains types d'ouvrages tels que définis par corps d'état dans chacun des CCTP correspondants
- ↳ Essais de contrôle de conformité de mise en œuvre
- ↳ Tests de perméabilité à l'air en cours et en fin de chantier
- ↳ Essais acoustiques en cours et en fin de chantier

Tous les matériaux mis en œuvre feront l'objet d'un avis technique à jour et seront conformes aux normes et DTU en vigueur.

Chaque entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre, au contrôleur technique et au coordinateur SSI tous les certificats de conformité et procès-verbaux d'essai.

- ↳ Agrément des matériaux.
- ↳ Avis techniques des systèmes mis en œuvre
- ↳ Stabilité au feu et classement.
- ↳ Fiche technique et provenance des matériaux.
- ↳ PV de classement UPEC
- ↳ PV de classement Acoustique
- ↳ Essais et mesures à la bombe à carbure du taux d'humidité des dalles supports.
- ↳ L'entreprise devra toutes justifications du respect des exigences d'isolement acoustique requises dans le cadre du présent marché, à la demande du Maître d'œuvre et/ou du Contrôleur technique.
- ↳ Etc.

A défaut de présentation des PV précités, il sera demandé à l'entrepreneur concerné et ses sous-traitants la production d'un avis de chantier émanant d'un laboratoire agréé spécifique aux ouvrages dont la mise en œuvre est envisagée.

### **ESSAIS SPECIFIQUES A CHAQUE CORPS D'ETAT**

Voir également chaque C.C.T.P correspondant.

Des essais seront effectués par un centre d'essais agréé pour tous les ouvrages non accompagnés d'un certificat d'essai.

A cet effet, chaque entrepreneur concerné devra fournir un prototype de chaque élément ou ensemble unitaire et devra présenter les résultats des essais effectués ou le certificat correspondant.

La mise en œuvre des ouvrages concernés sera soumise à l'obtention préalable d'un avis de chantier émanant d'un laboratoire agréé et validé par le contrôleur technique.

#### **Corps d'état Métallerie**

Pour tous les éléments formant garde-corps, il est demandé une note de calcul justifiant le choix des profils et leurs assemblages, en l'absence de justification écrite le Maître d'œuvre se réserve la possibilité d'ordonner au frais de l'entreprise réalisant ces ouvrages, la réalisation d'un essai normalisé pour classement des garde-corps.

#### Corps d'état peinture

Les essais seront réalisés en cours de chantier mais ils peuvent également être effectués pour vérifier les travaux préparatoires (par exemple épaisseur et adhérence des couches primaires antirouille).

Les essais prévus par l'U.N.P. sont applicables.

Seront particulièrement contrôlés les points suivants (liste non exhaustive) :

- a) aspect
- b) épaisseur
- c) adhérence
- d) résistance au choc
- e) susceptibilité au ruissellement
- f) susceptibilité aux salissures
- g) susceptibilité au lustrage
- h) lessivage

#### Corps d'état revêtement de sol

↳ Essais et mesures à la bombe à carbure du taux d'humidité des dalles supports.

↳ Essais de poinçonnement sur sol coulé

#### Corps d'état chauffage – ventilation

↳ Voir CCTP correspondant

#### Corps d'état électricité courants forts et faibles

↳ Voir CCTP correspondant

#### Corps d'état plomberie

↳ Voir CCTP correspondant

### **TAUX D'HYGROMETRIE**

En cours de chantier, le Maître d'œuvre pourra exiger que l'entrepreneur du lot 01 Gros œuvre Etendu fasse réaliser un essai d'hygrométrie sur les différents matériaux proposés à la mise en œuvre.

Ces taux d'hygrométrie devront être conformes aux recommandations en vigueur.

En cas de non-conformité l'entrepreneur du lot 01 Gros Œuvre Etendu devra prendre toutes les dispositions, (Chauffage, etc.) pour retrouver les taux d'hygrométrie correspondant aux recommandations des avis techniques et classements des matériaux.

Les mesures de l'état hygrométrique moyen de l'air ambiant se feront à l'aide d'un hygromètre enregistreur mis en service pendant au moins 2 semaines à l'exclusion de tout autre.

### **MESURES ACOUSTIQUES**

Voir notice acoustique.

Tous les essais et frais afférents sont inclus dans l'offre des entreprises.

## **V.3 AUTOCONTROLES**

Chacune des entreprises et leurs sous-traitants doivent organiser et appliquer leurs propres autocontrôles.

Il leur appartient, dans le cadre du marché global et forfaitaire, d'organiser leurs interventions, d'en assurer et de produire la synthèse.

Ces autocontrôles donneront lieu à l'établissement de PV établis sur formulaires légaux (cas des "Attestations d'essai de fonctionnement" de l'AQC (Agence Qualité Construction) par exemple) ou sur feuilles libres à entête en précisant la méthodologie et le principe normatif appliqué.

#### **NOTA**

*Des modèles d'attestations d'essai de fonctionnement ont été réalisés en 2016 par l'Agence Qualité Construction (AQC), avec le concours de tous les professionnels du secteur. Ils se substituent aux modèles dénommés "PV COPREC", "Essais COPREC n°1" ou encore "Essais COPREC n°2". Les PV COPREC ne sont plus diffusés. Dans ce cas, l'entreprise peut télécharger les modèles d'essais de fonctionnement de l'AQC et les compléter s'ils correspondent à son activité ou réaliser elle-même son modèle d'attestation en indiquant les points de contrôle ou d'essais effectués) et autres essais requis dans les documents du marché*

Le Maître d'œuvre a prescrit dans le CCTP de chacun des corps d'états des compositions de matériaux faisant appel soit aux DTU soit à des marques et produits spécifiques.  
Par ailleurs, il est mentionné des prescriptions concernant les finitions et usages des différentes zones, locaux et espaces du projet. Les compositions sont mentionnées de façon générale et de manière à cadrer avec les objectifs d'usage et architecturaux.

Le présent descriptif ne prétend pas remplacer les termes des textes normatifs, des avis techniques et DTU applicables à la mise en œuvre de tel ou tel complexe définis dans ces CCTP.

Les prévisions mentionnées accompagnant les spécifications des divers matériaux et faisant l'objet des articles ci-après doivent être vérifiées et complétées par les informations particulières portées sur les plans architecte.

En conséquence, tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit dans les pièces écrites du marché, est formellement dû et vice versa.

Chaque entrepreneur et ses sous-traitants dûment qualifiés sont donc réputés avoir complété leurs offres dans le respect des règles de l'art permettant d'assurer sans réserve l'ensemble des travaux dans le cadre de la Garantie contractuelle et de l'obligation de résultat.

L'entrepreneur du lot 01 garantit le trait de niveau pendant toute la durée du chantier.  
Chaque entrepreneur a, avant le début de son intervention ou de celle de ses sous-traitants, réceptionné les supports et vérifié l'implantation des ouvrages, suivant prescriptions du présent dossier et il a procédé ou a fait procéder à l'exécution des travaux nécessaires pour lever les éventuelles réserves et/ou observations reconnues recevables.

La localisation est précisée en complément des plans architecte, plans techniques et types de finition définis dans le cadre des prestations décrites dans chacun des CCTP.

Chacun des entrepreneurs et leurs sous-traitants ne pourront arguer d'aucun supplément pour manque d'information ou insuffisance de localisation, car ils sont censés avoir consulté le dossier des plans et l'ensemble des CCTP des autres corps d'état et complété leur offre pour un parfait achèvement de leurs travaux.

Il ne sera toléré aucune modification du projet résultant d'une mauvaise coordination inter entreprise.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire procéder à la reprise, aux seuls frais des entreprises contrevenantes, des ouvrages qui contreviendraient aux caractéristiques définies dans les pièces du marché, sans que l'entreprise puisse prétendre à l'octroi d'une rétribution supplémentaire.

#### **V.4 FORMATION DES UTILISATEURS**

Les entrepreneurs titulaires du présent marché et leurs sous-traitants doivent toutes les séances nécessaires à la formation du personnel utilisateur du maître d'ouvrage sur l'exploitation des installations techniques sans exception.

Tous les frais afférents sont inclus dans l'offre des différents entrepreneurs.

##### **NOTA**

*Les entrepreneurs devront produire au maître d'œuvre une (ou plusieurs) attestation(s) de formation du personnel utilisateur, pour confirmation de la formation, signée(s) par le maître d'ouvrage.*

#### **V.5 PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES**

Chaque entrepreneur titulaire d'un marché et ses sous-traitants doivent toutes les séances nécessaires à la formation du personnel utilisateur du maître d'ouvrage sur l'exploitation et entretien des ouvrages et des installations techniques, sans exception.  
Cette formation sera effectuée en présence des représentants compétents de la Préfecture de Police de Paris et de ses exploitants suivant ses souhaits.

Un chapitre du carnet d'entretien remis au DOE sera consacré à la formation des agents et des exploitants pour :

- Les installations techniques (électricité, chauffage, ventilation),
- ↳ Le nettoyage (notamment revêtements de sols, les façades, etc.),
- ↳ Les équipements de cuisine,
- ↳ Les installations spécifiques
  - Toitures végétalisées
  - Récupération d'eau pluviales
  - Dépose et repose de plafonnages pour entretien
  - Etc., autant que nécessaire

Une liste des formations envisagées sera établie par chacun des entrepreneurs concernés. Cette liste sera remise à la maîtrise d'ouvrage, après complément par le Maître d'œuvre de la planification des formations, pour complément de l'indication des personnels à former.

Chaque entreprise devra également la rédaction et la fourniture de notices "mode d'emploi" et entretien (support documentaire simple et synthétique) remises aux personnels à former en complément et appui des formations, au plus tard le jour de la formation, pour rendre cette formation efficiente.

Tous les frais afférents sont réputés inclus dans l'offre de l'entrepreneur.

#### NOTA

*Chaque entrepreneur devra produire au maître d'œuvre une (ou plusieurs) attestation(s) de formation du personnel utilisateur, pour confirmation de la formation, signée(s) par le maître d'ouvrage.*

### **V.6 TRANSPORT ET LEVAGES**

Chaque entreprise et ses sous-traitants sont tenus d'assurer à leurs frais les transports, approvisionnements et levages sur le chantier.

Chaque entreprise et ses sous-traitants sont tenus de fournir les moyens en hommes et en matériel pour assurer ces transports, approvisionnements et levages avec tous les engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Si la cadence du chantier l'exige, ces tâches seront reportées en dehors des heures normales d'ouverture du chantier. L'entreprise titulaire du lot 02 fournira les conducteurs nécessaires.

Après dépose des grues à tour, l'entrepreneur du lot 02 doit la mise en œuvre d'un lift de chantier pour acheminement des matériaux qui lui sont propres et ceux des autres corps d'états en étages des bâtiments.

Cette Installation sera mise en œuvre conformément aux exigences réglementaires en vigueur.

Y compris toutes sujétions pour :

- ↳ Interphone relié avec le baraquement de chantier
- ↳ Commandes de cabine par d'un opérateur électrique, monté sur un châssis boulonné sur la cabine, permettant la manœuvre et l'arrêt
- ↳ Tableau DTU raccordé sur l'alimentation électrique du chantier.
- ↳ Dispositif de mesure dynamométrique destiné à indiquer la surcharge en cabine par une alarme sonore
- ↳ Parachute : A effet amorti déclenché par le régulateur de vitesse.
- ↳ Les équipements de protections sur paliers d'arrivée
- ↳ Les équipements de sécurité réglementaires

Ensemble conforme à la réglementation en vigueur, y compris essais, contrôle par un organisme de contrôle agréé et entretien à soumettre à l'approbation du Coordonnateur SPS.

La manœuvre et l'exploitation de cet appareil seront effectuées par une personne spécialement affectée à ces tâches, dénommée "liftier", le coût en résultant étant réputé être inclus dans la présente prestation.

Y compris toutes sujétions d'entretien en cours de chantier et repliement en fin de chantier.

L'entreprise du lot gros œuvre souscrira une assurance couvrant les conséquences pécuniaires des accidents ou incidents de levage au moyen de ses engins.



Toutes ces dépenses sont incluses dans les prix globaux et forfaitaires des entrepreneurs suivant le tableau de répartition ci-après.

## **V.7 CONTRÔLE DU PERSONNEL**

Chaque entreprise soumettra à l'approbation du Coordonnateur SPS un système de contrôle des allées et venues du personnel de chantier et autres intervenants, par badges individualisés. Ces badges devront être établis en cohérence avec un registre du personnel remis à jour journalièrement et mis à disposition permanente du coordonnateur SPS et des organismes de prévention (CRAM, OPPBTP, etc.).

Voir aussi dispositions du PGC et dans le cadre de l'installation de chantier du lot 01.

Il est également précisé que l'entreprise du lot 01 devra conformément au plan de phase le contrôle systématique des livraisons et des compagnons qui rentrent dans l'emprise du tribunal de justice.

Dans ce sens il sera prévu les dispositions suivantes (à la charge du lot 01):

- ↳ Mise en place d'un portail provisoire pour accès sur le parking actuel depuis le boulevard de l'Europe. Les travaux de voirie et d'adaptation du mur de soutènement pour la création de cet accès est également à la charge du lot 02.
- ↳ Mise en place au droit de l'accès d'une cabane de chantier et la mise à disposition durant l'ensemble de la durée du chantier et pendant les horaires d'ouverture du chantier d'une personne qui effectuera le contrôle d'identité du personnel et des livreurs entrant sur le site.
- ↳ Mise en place d'un portail provisoire pour accès des véhicules sur le chantier bâtiment depuis la voirie interne à la cité administrative.
- ↳ Mise en place d'un tourniquet avec contrôle d'accès pour accès du personnel sur le chantier bâtiment depuis la voirie interne à la cité administrative.

Il est rappelé aux entreprises l'obligation de soumettre au préalable le nom de toutes les personnes qui seront amenées à rentrer sur le site.

### **PRECONISATIONS PARTICULIERES**

Les obligations des donneurs d'ordres en matière de lutte contre le travail clandestin ont été récemment renforcées par le décret N° 2007-801 du 11 mai 2007 fixant les dispositions à prendre et les modalités de contrôle.

La maîtrise d'ouvrage a complété ces dispositions en fixant l'obligation aux entreprises d'identifier les salariés autorisés à accéder aux sites.

Les entreprises sont tenues de faire porter par leur personnel un dispositif d'identification combiné de chaque personne et de son employeur.

Cette identification sera faite sous forme de badge ou de carte d'identité professionnelle.

Les entreprises sont tenues de faire appliquer cette règle à leurs sous-traitants.

Le personnel de l'entreprise est tenu de présenter son badge ou sa carte d'identité professionnelle à la demande de toute personne habilitée.

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

## **V.8 COORDINATION INTER ENTREPRISES**

### **PLANS D'EXECUTION - COORDINATION**

Avant l'établissement des plans d'exécution et en cours des travaux, la coordination interentreprises est assurée par l'entreprise titulaire de la mission de synthèse – voir article ci-après

Chaque fois que les installations à réaliser par un entrepreneur et celles des autres corps d'état se trouvent dans un même local, l'entrepreneur doit mettre en rapport les responsables des entreprises concernées, afin d'exécuter, dans la mesure du possible des ouvrages communs.

Cette coordination s'effectuera de manière assidue, à la diligence du déroulement des travaux et l'enclenchement des différentes tâches, de telle sorte qu'elle n'entraîne aucun retard du calendrier d'exécution des travaux T.C.E

Chaque entreprise doit s'assurer que les travaux de gros œuvre dans lesquels doivent être montés les ouvrages des corps d'état secondaires et techniques sont achevés et hors d'eau au moment de l'intervention.

Par ailleurs, ils doivent également s'assurer que les ouvrages adjacents sont compatibles avec les obligations qui leurs sont imposées par la réglementation et le D.T.U .

### **RENSEIGNEMENTS**

D'autre part, en ce qui concerne les travaux des autres corps d'état en étroite liaison avec ses propres ouvrages (perçements, raccordements électriques, emplacement des trappes, etc.) chaque entreprise sont tenus de fournir tous les renseignements utiles aux entreprises intéressées, et ce, dans les délais définis dans le planning général d'exécution des travaux. Si ces renseignements ne sont pas fournis dans les délais, les incidences financières seront imputées à l'entrepreneur concernée.

Chaque entreprise devra, avant exécution de ses travaux, signaler à la Maîtrise d'œuvre tous défauts qu'elle pourrait constater dans les ouvrages exécutés par les autres corps d'état, risquant de mettre en péril ses propres installations, ou de les rendre non conformes. Sans remarque de leur part, leur responsabilité sera pleinement engagée.

### **INTERVENTION FRACTIONNEE**

Suivant planning

### **COORDINATION SECURITE/SANTE**

Voir Plan Général de Coordination (PGC).

#### **NOTA**

*Chaque entreprise est censée avoir consulté les différentes pièces complémentaires au présent CCTP 2<sup>ème</sup> Partie et avoir complété son offre en tenant compte des incidences et responsabilités qui leur incombent.*

*En conséquence, tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit ou localisé dans les pièces écrites est formellement dû et vice versa.*

*De même, tout ouvrage qui n'aurait pas fait l'objet d'une description ou localisation précise ni d'une représentation graphique précise mais qui découle de l'application d'un texte réglementaire ou d'un avis technique est formellement dû.*

*En aucun cas les entreprises ne pourront arguer d'un supplément pour manque d'information à ce sujet.*

*Il ne sera toléré aucune modification du projet résultant d'une mauvaise coordination inter entreprise.*

*Le Maître D'œuvre se réserve le droit de faire procéder à la reprise, au seul frais de l'entreprise concernée, des ouvrages qui contreviendraient aux caractéristiques définies dans les pièces du marché, sans que celle-ci puisse prétendre à l'octroi d'une rétribution supplémentaire.*

## **V.8 DEPENSES DIVERSES DE CHANTIER**

Chaque entrepreneur et ses sous-traitants concourant à la réalisation du présent projet, sont amenés à engager des dépenses de fonctionnement du chantier couvertes par les prix globaux et forfaitaires du marché.

Les frais afférents sont réputés être inclus dans l'offre de l'entrepreneur.

Les dépenses énumérées compte prorata ci-après sont portées au débit du compte-prorata.

#### **NOTA**

**Le compte prorata est tenu par les représentants des entreprises contribuant à la construction regroupée en comité de gestion après désignation par l'ensemble des entreprises.**

La gestion du compte prorata sera réalisé par le LOT 02 (voir détail de cette gestion ci-après article V.8.6)

### **V.8.1 INSTALLATIONS DU CHANTIER**

Voir détail dans chapitre ci-après V 8.6 Dépense de fonctionnement et d'exploitation.

### **V.8.2 GESTION DES DECHETS**

Les déchets de chantier doivent faire l'objet d'un traitement adapté selon leur nature.  
Le stockage provisoire (sur le site) de déchets et gravois, en vue de leur tri, devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.  
Mise à disposition, pour chaque chantier par l'entrepreneur concerné, des bennes à gravois sur chantier y compris toutes sujétions pour amener, repli, location et frais de décharge, considérant que les déchets seront évacués par tri sélectif et de ce fait, le nombre de bennes et de rotation est prévu dans le cadre du présent marché global et forfaitaire.

Les familles de déchets de chantier sont établies d'après de nombreux textes législatifs français inspirés par des directives européennes.

#### **Objectifs**

- 50% des déchets de chantier par rapport à la masse totale des déchets générés devront être valorisés en adéquation avec les filières locales existantes (hors terrassement).
- Au moins 50 % de ces déchets valorisés devront être valorisés sous forme matière.
- 100% des bordereaux de suivi des déchets réglementés devront être récupérés pour assurer la traçabilité des déchets.
- 100 % des bordereaux de suivi des déchets non réglementés seront récupérés.

L'ensemble des entreprises devra fournir, en début de chantier, un estimatif de leurs déchets dans leur offre, par typologie de déchets (DD, DIB, DI, emballages; etc.).

Le choix du prestataire déchets (déchets réglementés et non réglementés) devra faire l'objet d'une validation par le Maître d'Ouvrage, ceci sur la base de mémoires techniques détaillant cette prestation.

### **V.8.3 TROUS - SCHELLEMENTS – RACCORDS – CHANTIER BATIMENT**

#### **NOTA**

*Il est rappelé que seul l'entrepreneur de GROS OEUVRE est habilité à pratiquer des ouvertures ou des modifications de structure dans les ouvrages exécutés en béton armé ou en maçonnerie lourde.*

#### **DANS OUVRAGES BETON ou BOIS**

Les entrepreneurs font connaître en temps utile, au titulaire du lot gros œuvre, les réservations diverses nécessaires aux travaux de leur corps d'état.

Les entrepreneurs qui auront négligé de faire connaître en temps utiles leurs besoins ou auront fourni des indications erronées, lorsque de ce fait les réservations ne se trouvent pas aux emplacements convenables, supporteront la charge des travaux nécessaires, qui seront effectués par l'entreprise de gros œuvre.

Toutes incidences éventuelles sur les prestations des autres corps d'état seront à la charge de l'entreprise négligente.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre Etendu effectuée à ses frais l'ensemble des scellements, bouchages et raccords des réservations nécessaires aux travaux des autres corps d'états en tenant compte des dispositions particulières d'enchaînement des tâches et de la qualité de finition des supports.

En cas de retards ou de modifications, les reprises nécessaires sont à la charge de la partie qui en est responsable.

Il est précisé que les réservations en polystyrène sont proscrites. Il sera privilégié des matériaux pouvant être réemployés.

#### **DANS OUVRAGES TYPE CLOISONS PLATRES**

Chaque entrepreneur devra la découpe pour réalisation de ses ouvrages dans les ouvrages type cloisons plâtres ou démontables.

Il devra également le calfeutrement et le bouchement après réalisation de ses travaux en respectant les objectifs réglementaires, sécurité, incendie, stabilité, étanchéité et acoustiques.

#### **V.8.4 PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER**

Pour suivre l'évolution des travaux (date mentionnée au dos des photos), l'entrepreneur du lot 01 devra la fourniture de photos en couleur format 18 x 24, présentés sous forme d'album, les prises de vues étant exécutées par un professionnel sur les indications du Maître d'œuvre, suivant le rythme suivant :

- ↳ En cours des travaux (chaque mois avec la présentation des situations de travaux)
  - 16 vues d'ensemble, prises depuis des points différents, y compris depuis le haut de la grue et définis pendant la période de préparation de chantier
- ↳ En fin de travaux
  - Reportage photographique complet réalisé par un professionnel agréé par le Maître d'œuvre

Nombre des dossiers (pour chaque phase définie ci avant)

- ↳ Fichier de chaque photo au format JPG, sur CD ROM (1 CD pour maîtrise d'œuvre et 1 CD pour maîtrise d'ouvrage) ou clé USB.

#### **V.8.5 EQUIPEMENTS DE CHANTIER**

Concerne le lot 01 Installation de chantier.

##### Equipements de base

Mise à disposition du maître de l'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre (Architecte + chacun de ses cotraitants), du contrôleur technique, du coordinateur SPS et tous autres intervenants missionnés par la maîtrise d'ouvrage :

- ↳ D'un casque de protection neuf et conforme à la réglementation
- ↳ D'un vêtement imperméable neuf (veste et pantalon)
- ↳ D'une paire de bottes neuves et d'une paire de chaussures de sécurité neuves

Equipements nominatifs disposés dans une armoire spécifique fermant à clé dans le local maîtrise d'œuvre.

##### **NOTA**

*Les installations de chantier devront intégrer la mise en œuvre et le raccordement sur réseau d'un appareillage lave bottes judicieusement disposé et raccordé au réseau d'évacuation des EU après décantation.*

#### **V.8.6 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXPLOITATION**

Les dépenses énumérées ci-après sont à exécuter dans le cadre marché global et forfaitaire. Elles sont incluses dans les prix globaux et forfaitaires des entreprises au prorata du montant de leur marché.

- ↳ Consommations d'eau et toutes énergies.
- ↳ Ensemble des communications téléphoniques et de télécopie (entrepreneurs et autre intervenants, Maître d'Œuvre et Maître de l'ouvrage).
- ↳ Dépenses d'énergie liées aux équipements ci-dessus.
- ↳ Consommations et abonnements pour l'énergie électrique nécessaire au bon fonctionnement du chantier (cantonnement, alimentation équipements chantier etc...)
- ↳ Dépenses d'évacuation des déchets de chantier, en tenant compte du tri sélectif prescrit.
- ↳ Dépenses correspondant aux cas particuliers des fluides et énergies nécessaires aux essais et épreuves
- ↳ Frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en œuvre et détériorées ou détournées et ce, quel que soit le cas.
- ↳ Frais de préchauffage du chantier dès qu'il sera nécessaire pour garantir les ouvrages et travaux en cour, avant réception et pendant la durée de levée de réserves. Ce préchauffage devra être également mis en place à la simple demande du Maître d'œuvre ou du contrôleur technique.
- ↳ Dépenses de fonctionnement et autres engagées par le collège Interentreprises de Sécurité, et des conditions de travail suivant le Règlement dudit Collège

Le tableau ci-après indique et décrit également les prestations à prévoir dans le cadre du marché des entreprises en précisant la gestion des frais.

Légende :

N° DE LOT	NOM DU LOT	ABREVIATION
01	INSTALLATION DE CHANTIER	LOT IC
02	DESAMIANPAGE – DEPLOMBAGE – CURAGE – DEMOLITION - GROS ŒUVRE	LOT GO
03	ETANCHEITE	LOT ET
04	COUVERTURE	LOT COUV
05	BARDAGE – FACADES OPAQUES	LOT BAR
06	MENUISERIE EXTERIEURE BOIS	LOT MEX BOIS
07	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - MURS RIDEAUX OCCULTATIONS	LOT MEX ALU
08	CLOISONS - DOUBLAGES – PLAFONDS PLÂTRES	LOT CLO
09	METALLERIE – SERRURERIE INTERIEURE ET EXTERIEURE	LOT SER
10	MENUISERIE INTERIEURE	LOT M INT
11	PLAFONDS SUSPENDUS	LOT PL
12	CHAPE FLOTTANTE	LOT CF
13	REKETEMENTS DURS DE SOLS ET MURS	LOT RSD
14	REKETEMENTS DE SOLS SOUPLES	LOT RSS
15	PEINTURE	LOT PEIN
16	PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION	LOT PB - CVC
17	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES	LOT ELEC
18	APPAREILS ELEVATEURS	LOT ASC
19	VOIRIES – RESEAUX DIVERS – ESPACES VERTS - VRD	LOT VRD

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><b><u>ACCES AU CHANTIER</u></b></p> <p><u>Les accès au chantier se feront suivant le plan de principe d'organisation du chantier. Les prestations comprendront :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès au chantier à créer, selon mise au point avec l'OPC et plan de phasage.</li> <li>- Les demandes d'autorisation de circulation et la mise au point des circuits d'accès avec les Services Techniques de la ville.</li> <li>- La maintenance pendant toute la durée des travaux T.C.E., y compris les adaptations et déplacements des installations éventuelles.</li> <li>- Entretien.</li> </ul> <p><u>Les livraisons devront se faire selon le plan d'organisation de chantier après accord de l'OPC et le CSPS.</u></p>	Lot GO	Lot GO
<p><b><u>ESPACES PUBLICS</u></b></p> <p><u>Emprise sur espace public :</u></p> <p>Dès la signature de son marché, l'entreprise désignée ci-après devra prendre contact avec le Service Voirie de la Mairie pour définir et prendre à sa charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les aménagements de voirie, déplacements d'éclairage public, de réseaux divers (ENEDIS, GrDF, , égouts, P.T.T.), de plantations éventuelles.</li> <li>- L'aménagement éventuel des passages piétons et les signalisations à mettre en place pour la circulation de piétons et des véhicules.</li> <li>- Toutes taxes réglementaires</li> </ul> <p>Et ce en complément des autorisations administratives à demander pour éventuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stationnement de chantier, stockage de bennes à gravois et engins de levage.</li> <li>- Emprise sur le trottoir et sur rues.</li> </ul> <p>Elle devra ne s'assurer qu'aucune des installations prévues ne constitue un obstacle à la visite d'équipements relevant des installations publiques telles que : avaloirs d'égouts, vannes gaz, eau de ville, cabines électriques, etc...</p> <p><u>Maintien en l'état de l'espace public :</u></p> <p>La voirie sera maintenue obligatoirement en parfait état de propreté.</p> <p><u>Remise en état de la voie publique :</u></p> <p>A la fin du chantier, l'entreprise désignée ci-après devra la remise en état de l'emprise relevant du domaine public ayant été aménagé ou utilisé pour les besoins du chantier.</p> <p><u>Infractions :</u></p> <p>Dans le cas où des infractions seraient commises au titre des réglementations d'urbanisme ou municipales par les entreprises (vitesses excessives à la sortie du chantier, niveau de bruit, nuisances diverses...) chacune d'elles fera son affaire de toute injonction ou amende donnée par les services de police.</p>	Lot GO	Lot GO
<p><b><u>VOIRIE DE CHANTIER</u></b></p> <p>La structure de support de la voirie et son revêtement provisoire pour le chantier seront réalisés selon les prescriptions indiquées ou suivant demande des services municipaux ou gérant la voirie.</p> <p>La voirie de chantier sera maintenue en état tout au long du chantier</p>	Lot GO	Lot GO

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><b><u>CLOTURES DE CHANTIER</u></b></p> <p><u>Clôture et signalisation réglementaire :</u></p> <p>Cette clôture aura 2,00 mètres de hauteur en éléments jointifs type anti-graffitis et comprendra les portails adaptés pour accès du personnel et des véhicules, ainsi que le balisage et l'éclairage sur la périphérie, l'affichage réglementaire, les glissières de sécurité et solins en pied, si nécessaires.</p> <p>Mise en place de toute signalisation complémentaire que l'entreprise jugera nécessaire ou qui pourra lui être demandée par les services publics compétents.</p> <p>Les clôtures et aménagements ainsi réalisés resteront en place pendant toute la durée du chantier tous corps d'état, sous la responsabilité de l'entreprise désignée dans le tableau.</p> <p>Ces travaux comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adjonction ou modifications de la clôture nécessaire pour la réalisation des travaux d'un lot déterminé après accord de l'OPC.</li> <li>- Entretien et éclairage de la clôture jusqu'à la fin des travaux, ainsi que l'ouverture et fermeture des accès.</li> <li>- Enlèvement de la clôture en fin de chantier.</li> </ul> <p>L'entreprise prévoira également au minimum la pose et fourniture de 2 portails battant fermant à clé de 4,00m de largeur minimum et un portillon d'accès pour les personnes.</p> <p>Il est rappelé que les clôtures de chantier devront être soigneusement traitées, compte tenu de leur présence au sein de la cour du bâtiment. Elles devront donc être parfaitement fermés.</p> <p><u>Publicité</u></p> <p>Tout affichage publicitaire sur cette clôture est interdit pour le compte des entreprises. Le Maître d'Ouvrage se réserve seul cette publicité.</p>	<p>Lot IC</p>	<p>Lot IC</p>
<p><b><u>PANNEAUX DE CHANTIER</u></b></p> <p>Conformément aux dispositions réglementaires ainsi qu'aux spécifications particulières du maître d'ouvrage, des dispositions complémentaires du CCAP et du PGCSPPS, aux attendus du permis de construire et au CCTP.</p> <p>Le panneau de chantier aura une dimension minimale de 4m x 5m vertical ou horizontal comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le titre de l'opération</li> <li>- Le numéro du permis de construire et/ou du permis de démolir</li> <li>- Les dates de commencement et d'achèvement des travaux</li> <li>- Perspective du projet et intitulés</li> <li>- Les informations complémentaires relatives au financement de l'opération</li> <li>- Noms, coordonnées et logos de tous les intervenants</li> </ul> <p>Le panneau de chantier sera complété par un panneau comportant la liste des sous-traitants. (Panneau aux dimensions minimales de 4m x 2m)</p> <p>La conception de ces panneaux doit strictement respecter les règles de la charte graphique mise en place par la Ville</p> <p>L'entrepreneur en assurera l'entretien en cours de chantier et la dépose en fin de chantier.</p> <p>Le panneau de chantier suivant réglementation en vigueur et approbation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre, des Services Administratifs concernant la composition, la forme et l'emplacement à poser dès l'ouverture du chantier et à compléter au fur et à mesure de la désignation des entreprises sont à la charge de l'entreprise désigné dans la colonne « réalisé par ».</p>	<p>Lot GO</p>	<p>Lot GO</p>

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><b><u>AIRE DE LAVAGE</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aire de lavage de roues : La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier et des dispositifs de nettoyage seront prévus en sortie de site afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier.</li> <li>- Aire de lavage des bennes à béton : Afin de limiter les pollutions du site due au lavage des bennes à béton (laitance, PH...), des podiums de lavages avec bac de rétention et décantation sont à prévoir. Le rejet de l'eau au milieu naturel n'est pas autorisé. L'eau de lavage devra être collecter et traiter</li> <li>- Aire de lavage des goulottes des toupies : Il est fortement préférable que le lavage des goulottes des toupies soit réalisé en centrale plutôt que sur le chantier. Si le lavage est effectué sur le chantier, un système de rétention et décantation est à prévoir.</li> </ul> <p><b><u>APPROVISIONNEMENT ET STOCKAGE</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque entreprise est tenue de prévenir l'entreprise titulaire du LOT G.O et l'OPC de ses livraisons au moins 48 h à l'avance.</li> <li>- Approvisionnements et stockages seront exécutés en conformité avec le plan d'installation de chantier d'une part, et les indications de l'OPC sur le site, d'autre part.</li> <li>- Dans le cas où un stockage serait installé sans autorisation, ou ne serait pas déplacé dans un délai fixé, l'OPC pourra faire effectuer le déplacement par une autre entreprise spécialisée, aux frais de l'entreprise contrevenante.</li> <li>- Les entreprises devront faire leurs affaires, à leurs risques et périls, même en cas de vol, d'incendie ou de dégradation, du stockage de leurs matériaux et de leur matériel et prendront toutes les précautions qu'elles jugeront utiles à cet effet. L'affectation éventuelle des locaux ou d'emplacements par l'OPC ne saurait diminuer en rien la responsabilité des entreprises.</li> </ul> <p><b><u>ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION</u></b></p> <p><u>Grues à tour (ou autre type)</u></p> <p>L'entreprise titulaire du LOT G.O déterminera la position, la nature et le nombre de grues à prévoir ou autres engins de levage et manutentions, lors de la remise de son offre. Les démarches concernant les autorisations administratives auprès des Services de la Voirie, de Police, des concessionnaires ainsi que les autorisations de survol des propriétés privées sont à la charge de l'entreprise titulaire du LOT G.O. Toutes dispositions particulières nécessitées par l'implantation des grues ou engins y compris les armoires électriques sont à la charge et aux frais de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre Le montage et le démontage des grues et engins ne pourront se faire qu'avec l'accord du Contrôleur Technique et du Maître d'œuvre</p>	<p>Lot GO</p> <p>Chaque entreprise</p> <p>Chaque entreprise</p> <p>Chaque entreprise</p> <p>Chaque entreprise</p> <p>Lot GO</p>	<p>Lot GO</p> <p>Chaque entreprise</p> <p>Chaque entreprise</p> <p>Entreprise concernée</p> <p>Chaque entreprise</p> <p>Lot GO</p>



	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><u>Sécurité grue à tour :</u></p> <p>L'installation des grues sera conforme aux normes en vigueur.</p> <p>Après montage, les grues seront réceptionnées avant leur mise en service par un organisme de contrôle agréé.</p> <p>Un anémomètre conforme aux recommandations de la CRAM sera installé en tête de tour.</p> <p>Le balisage aérien de la grue sera assuré suivant la réglementation en vigueur.</p> <p>Le survol en charge des voies publiques et des propriétés voisines est interdit.</p>	Lot GO	Lot GO
<p><u>Utilisation des grues pour les autres corps d'état :</u></p> <p>L'entreprise titulaire du lot gros œuvre ne peut pas refuser d'assurer certains levages de matériaux des autres corps d'état à l'aide des grues ou autres engins de levage.</p> <p>La conduite des grues sera confiée à un grutier mis à disposition par l'entreprise titulaire du LOT G.O et sous sa responsabilité (y compris en dehors des heures d'ouverture du chantier).</p> <p>Les entreprises fourniront leurs propres accessoires de levage (élingues, câbles, crochets).</p> <p>L'entreprise titulaire du lot gros œuvre est responsable de l'opération de levage. Ce service sera assuré aux frais de l'entreprise utilisatrice suivant le barème proposé par l'entreprise titulaire du lot gros œuvre avec son offre.</p> <p>Ce service sera assuré aux frais de l'entreprise utilisatrice suivant le barème proposé par l'entreprise titulaire du lot gros œuvre avec son offre.</p> <p>Il sera effectif pendant toute la durée des travaux des lot Gros œuvre Etendu et pendant une période de 1 mois à l'issue de ces travaux</p>	Lot GO	Entreprise concernée
<p><u>Ascenseurs et monte-charge pour les usagers fournis et posés dans le cadre de l'opération :</u></p> <p>Il ne sera pas autorisé par le maître d'Ouvrage l'usage de ces équipements pour le fonctionnement du chantier</p>	Pour mémoire	Pour mémoire
<p>Après dépose des grues à tour, l'entrepreneur du lot GO doit la mise en œuvre d'un lift de chantier par bâtiment pour acheminement des matériaux, qui lui sont propres et ceux des autres corps d'état, en étages des bâtiments.</p> <p>Cette Installation sera mise en œuvre conformément aux exigences réglementaires en vigueur.</p> <p>Y compris toutes sujétions pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>↳ Commandes de cabine par d'un opérateur électrique, monté sur un châssis boulonné sur la cabine, permettant la manœuvre et l'arrêt</li> <li>↳ Tableau DTU raccordé sur l'alimentation électrique du chantier.</li> <li>↳ Dispositif de mesure dynamométrique destiné à indiquer la surcharge en cabine par une alarme sonore.</li> <li>↳ Parachute : A effet amorti déclenché par le régulateur de vitesse.</li> <li>↳ Les équipements de protections sur paliers d'arrivée</li> <li>↳ Les équipements de sécurité réglementaires</li> </ul> <p>Ensemble conforme à la réglementation en vigueur, y compris essais, contrôle par un organisme de contrôle agréé et entretien à soumettre à l'approbation du Coordonnateur SPS.</p> <p>La manœuvre et l'exploitation de cet appareil seront effectuées par une personne spécialement affectée à ces tâches, dénommée "lifter", le coût en résultant étant réputé être inclus dans la présente prestation.</p> <p>Y compris toutes sujétions d'entretien en cours de chantier et repliement en fin de chantier.</p> <p>L'entrepreneur du lot Gros Œuvre souscrita une assurance couvrant les conséquences pécuniaires des accidents ou incidents de levage au moyen de ses engins.</p> <p>Toutes ces dépenses sont incluses dans les prix globaux et forfaitaires de l'entrepreneur du lot Gros Œuvre</p>	Lot GO	Lot GO

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><u>Chariots élévateurs:</u> Les entreprises feront leur affaire du déchargement de leurs matériaux depuis les camions de livraison à l'aide des matériels appropriés.</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<p><b><u>GESTION DES DECHETS</u></b> <u>Vide Gravois :</u> Les vides gravois seront implantés avec l'accord du Coordonnateur, au droit des bennes dont la rotation permettra l'évacuation des gravois, tous les frais de gestion étant à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du LOT G.O. <u>Bennes collectives des gravois :</u> L'entreprise titulaire du LOT G.O assurera obligatoirement la gestion de la collecte des gravois par bennes. Les frais d'enlèvement seront répartis au compte prorata.</p>	Lot GO	Lot GO
<p><u>Béton :</u> Il n'est pas prévu de centrale à béton sur site. L'entreprise titulaire du LOT G.O assurera la rotation des toupies en coordination avec le planning quotidien de livraison TCE. Mise en œuvre d'une fosse de décantation avec système de filtration interchangeable des eaux de nettoyage et réceptacle levable par la grue pour collecte du béton résiduel, après nettoyage des toupies et bennes à béton</p>	Lot GO	Lot GO
<p><b><u>MATERIELS DE SECURITE</u></b> En cours de chantier, les matériels de sécurité seront fournis, installés, adaptés selon les besoins d'avancement du chantier, entretenus et déposés par l'entreprise titulaire du LOT G.O et à ses frais. Ils devront être conformes à la législation en vigueur. Ils concernent essentiellement : - Des filets de protection en débord d'une saillie suffisante, étant précisé que : * la mise en place de ces protections suivra la progression des travaux, * les dispositifs utilisés seront articulés de manière à pouvoir être rabattus localement, sans que leur efficacité en soit diminuée pour autant. - des garde-corps réglementaires aux différents niveaux en bordure de dalles et autour des trémies. - des garde-corps dans les escaliers.  L'ensemble de ces dispositifs ne dispense par les autres entreprises de respecter les règles de sécurité et de prendre les mesures imposées par la nature des travaux à réaliser dans le cadre de leur marché. Les équipements et les protections individuelles du personnel devront être fournis par chaque entreprise. Ces matériels devront être adaptés aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.  L'entreprise titulaire du LOT G.O Structure béton mettra en place toutes les protections nécessaires à la sortie des usagers du site pendant la durée du chantier, si nécessaire.</p>	Lot GO	Lot GO
<p><b><u>FOURNITURE DES CASQUES, CIRE ET BOTTES</u></b> Voir détail ci avant.</p>	Lot IC	Lot IC

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><b><u>BUREAUX DE CHANTIER</u></b></p> <p>Implantation suivant plans d'installation de chantier.</p> <p><u>Bureaux entreprises :</u></p> <p>A prévoir par chaque entreprise dans les zones de cantonnements.</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<p><b><u>CANTONNEMENTS</u></b></p> <p><u>Installation générale</u></p> <p>Les cantonnements communs aux besoins du chantier sont prévus à l'emplacement indiqué sur le plan d'installation de chantier.</p> <p>Ils comprendront</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 salle de réunion 20 personnes) – 24 m² minimum</li> <li>- Les vestiaires du personnel de l'ensemble du chantier</li> <li>- Les salles de réfectoire du personnel de l'ensemble du chantier</li> <li>- Etc., en respect des règles d'hygiène et de sécurité et en quantité et surface suffisantes pour <u>accueillir l'ensemble du personnel tous corps d'état.</u></li> </ul> <p>La salle de réunions sera équipée de mobilier et équipements divers (tables, bureaux, chaises, armoires, tableaux, rayonnage, etc...) et sera chauffée.</p> <p>Il sera prévu également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 photocopieuse rapide (format A3/A4) avec chargeur, trieuse et zoom</li> <li>- 1 installation téléphonique et informatique avec touche écoute collective</li> </ul> <p>La base vie devra disposer de poubelles permettant de faire le tri sélectif des déchets ménagers.</p> <p>Les bungalows doivent disposer de systèmes permettant de limiter les consommations d'eau et d'électricité (détecteurs de présence, sondes de luminosité, systèmes temporisés,...).</p> <p>La location ou l'amortissement, le montage (y compris branchements de toute nature), l'aménagement, le chauffage, l'entretien journalier, les frais de déménagement en cours, début et fin de chantier, l'entretien du matériel et la maintenance de l'ensemble sont à la charge et aux frais de l'entreprise titulaire du lot installation de chantier.</p> <p>Il sera pris en compte le phasage des travaux tel qu'il est défini dans le dossier</p> <p>Les frais de consommation des fluides des cantonnements communs sont à la charge des entreprises au prorata.</p>	<p>Lot IC</p> <p>Lot IC</p> <p>Lot IC</p> <p>Lot GO</p>	<p>Lot IC</p> <p>Lot IC</p> <p>Compte prorata</p>

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><u>Installation particulière</u></p> <p>Des installations particulières propres à chaque entreprise du type bureaux et containers pourront être mis en place par chaque entreprise, à leurs frais.</p> <p>Les branchements de fluides et les consommations (dans le cas où les alimentations seraient indépendantes de celles du chantier) leur entretien et vérifications et toutes charges qui y sont reliées, l'entretien journalier des sanitaires, l'enlèvement en fin de chantier et la remise en état des supports sont à la charge de chaque entreprise</p> <p>L'installation de ces équipements devra s'effectuer dans le cadre de la coordination de l'installation générale de chantier.</p> <p><b><u>INSTALLATIONS ELECTRIQUES DU CHANTIER</u></b></p> <p><u>Branchements :</u></p> <p>a) Les demandes auprès du concessionnaire, les frais de branchement (y compris l'armoire principale) sont à la charge et aux frais de l'entreprise désignée dans la colonne « réalisé par et aux frais de ». Le branchement sera adapté aux besoins de la totalité du chantier.</p> <p>En attente du raccordement concessionnaire, il sera prévu la mise en place d'un groupe électrogène de chantier.</p> <p>Il sera prévu une attente au droit du cantonnement pour raccordement par le lot Installation de chantier</p> <p>b) Les consommations électriques seront prises en charge par le compte prorata. Les frais de consommation sont avancés par l'entreprise désignée dans la colonne « réalisé par et aux frais de »</p> <p>c) Entretien et adaptation de l'installation. Compris colonnes montantes, armoires, éclairage</p> <p><u>Colonnes montantes et armoires :</u></p> <p>A partir du branchement (armoire principale) installé par l'entreprise définie ci avant l'entreprise installera à ses frais le réseau intérieur de distribution d'électricité, colonnes montantes et tableaux de prises selon les besoins par étage. Aucun point du bâtiment ne doit pas être distant d'un coffret de plus de 25m</p> <p>Ces tableaux comprendront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 prises de courant 16 A - 220 V + terre</li> <li>- 2 prises de courant 10 A - 220 V + terre</li> <li>- 2 prises de courant pour poste soudure 380 V.</li> </ul> <p>Le matériel fourni devra être conforme aux règlements en vigueur. La protection des installations sera assurée par dispositif différentiel.</p>	<p>Chaque entreprise</p> <p>Lot GO</p> <p>Lot GO</p> <p>Lot GO</p> <p>Lot Electricité</p>	<p>Chaque entreprise</p> <p>Lot GO</p> <p>Compte prorata</p> <p>Compte prorata</p> <p>Compte prorata</p>

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><u>Eclairage de chantier :</u> Un éclairage de chantier permettant la circulation sera mis en place dans tous les escaliers, dans toutes les circulations et dans tous les locaux (1 point lumineux par local). Les protections de ce réseau seront distinctes de celles du réseau prises de courant. L'entreprise du lot assurera à ses frais la mise en place du réseau d'éclairage qui devra être adapté à l'évolution des travaux afin d'assurer l'éclairage des zones sombres dans les plus brefs délais, y compris les blocs de secours nécessaires. L'enlèvement du réseau provisoire d'éclairage est à la charge et aux frais de l'entreprise du lot au fur et à mesure de la mise en service de l'éclairage définitif. Dans les zones humides, la tension du réseau d'éclairage sera de 24 volts.</p>	Lot Electricité	Compte prorata
<p><u>Entretien et maintenance des réseaux électriques :</u> L'entreprise du lot électricité assure la maintenance et l'entretien des réseaux électriques, des tableaux de prises de courant et des appareils d'éclairage.</p>	Lot Electricité	Compte prorata
<p><u>Matériel électrique des entreprises :</u> Le matériel électrique utilisé par les entreprises sur le chantier devra être conforme aux normes en vigueur. - L'éclairage de chantier est un éclairage de circulation : l'éclairage des zones de travail reste à la charge des entreprises (à partir des tableaux de prises) - Le CSPS pourra à son appréciation, et en particulier, dans le cas de perturbations causées à l'ensemble du chantier, demander d'assurer des vérifications périodiques du matériel électrique des entreprises. Ces contrôles seront facturés aux entreprises contrôlées</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<p><b><u>INSTALLATION DE TELECOMMUNICATIONS</u></b> - Raccordement et installation de deux lignes téléphoniques France entière avec connexion informatique à Internet - Entretien, abonnements et frais de communications des lignes ci-dessus.</p>	Lot IC	Lot IC
	Lot IC	Lot IC
<p><b><u>PROTECTION CONTRE L'INCENDIE</u></b> A titre préventif, le nettoyage du chantier devra être effectué journalièrement, chaque entreprise évacuant ses propres gravois à la benne</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<p><u>Installations communes</u> Des extincteurs seront mis en place obligatoirement dans les locaux suivants : - Cantonnements du personnel - Bureaux de chantier et salle de réunion - Locaux de stockage La fourniture, la mise en place et la vérification périodique de ces extincteurs sont à la charge et aux frais de l'entreprise désignée dans la colonne « réalisé par » et aux frais de »</p>	Lot IC	Lot IC
	Lot IC	Lot IC
<p><u>Installations particulières</u> Des extincteurs seront mis en place obligatoirement dans les locaux suivants : - Bureaux de chantier des entreprises - locaux de stockage des entreprise</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
La fourniture, la mise en place et la vérification périodique de ces extincteurs sont à la charge et aux frais de l'entreprise désignée dans la colonne « réalisé par et aux frais de »	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Tous les travaux présentant des risques d'incendie devront faire l'objet d'un permis de feu à faire viser par le CSPS.	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<b><u>INSTALLATION D'EAU ET ASSAINISSEMENT PROVISoire</u></b>		
<b><u>Branchements</u></b>		
a) Les démarches auprès du concessionnaire, les frais de branchements, l'amenée sur vanne au pied du bâtiment et des cantonnements (sauf le réseau de distribution dans les locaux), l'enlèvement du réseau en fin de chantier sont à la charge et aux frais de l'entreprise désignée dans la colonne « réalisé par et aux frais de »	Lot GO	Lot GO
b) Les consommations d'eau	Lot GO	Prorata
<b><u>Distribution dans les locaux :</u></b>		
a) A partir de la vanne amenée au pied du bâtiment, il sera installé : - 2 points du puisage aux abords du bâtiment - 1 point de puisage à chaque niveau minimum (la distance maximale entre deux points de puisage ne doit pas excéder 40ml) Ces réseaux comprendront un robinet de puisage à chaque point nommé ci-dessus. L'entreprise désignée dans la colonne « réalisé par et aux frais de » réalisera une étanchéité provisoire sur une surface de 4 m² autour des points de puisage en étage, en assurera l'entretien, et la dépose en fin de chantier.	Lot GO	Lot GO
L'implantation des colonnes sera faite en accord avec l'OPC et le CSPS :		
b) L'entretien de l'ensemble du réseau.	Lot GO	Prorata
c) L'enlèvement du réseau de distribution dans les étages sera fait sur ordre de l'OPC	Lot GO	Lot GO
<b><u>MISE HORS D'AIR ET HORS D'EAU PROVISoire</u></b>		
Au cas où les menuiseries de façades ne pourraient être mise en place dans le planning prévu, l'entreprise du lot Menuiseries EXT prendra toutes dispositions pour assurer la fermeture de toutes les baies en façades et pignons, avec feuilles polyane fixées sur ossature et /ou cadres bois provisoires (ou éventuellement sur précadres définitifs). Les prestations comprennent la fourniture, la pose et la dépose de tous les matériaux nécessaires à cette mise hors d'air et hors d'eau. Cette mise hors d'eau / hors d'air est obligatoire en cas de retard ou sur simple demande du Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage ou OPC	Lot MEX ALU Ou Lot MEX BOIS (répartition suivant les ouvrages propres à chaque entreprise)	L'entreprise responsable du retard
<b><u>CHAUFFAGE PROVISoire</u></b>		
Le bâtiment pourra être préchauffé pour les besoins des corps d'état, si nécessaire.	Lot PB-CVC	Lot PB-CVC
A cet effet, l'entreprise du lot Chauffage prendra en compte dans son offre la fourniture, l'installation, la maintenance et l'enlèvement du matériel nécessaire.		
Les frais d'énergie seront avancés par l'entreprise titulaire du LOT G.O Béton et pris compte par le prorata. Ce préchauffage est obligatoire sur simple demande du Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage ou OPC	Lot GO	Prorata

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><b><u>EVACUATION PROVISOIRE DES EP</u></b></p> <p>Evacuation provisoire des eaux pluviales efficacement raccordées sur le réseau.</p> <p>L'entreprise doit impérativement installer les moignons de descentes au fur et à mesure de son intervention et conformément aux dispositions générales et particulières du marché des travaux.</p> <p>Par ailleurs, cette entreprise doit la mise en place de tout système de protection et de rebouchement provisoire de toutes les trémies horizontales en toitures et terrasses (dans l'attente de la mise en place définitive des réseaux et rebouchements, façon de souches, gaines, etc..)</p>	Lot PB-CVC	Lot PB-CVC
<p><b><u>GARDIENNAGE DU CHANTIER</u></b></p> <p>Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise désignée dans la colonne « réalisé par » devra assurer la complète fermeture des issues du chantier.</p> <p>Pendant toute la durée du chantier, Un gardiennage de chantier, de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi, sera mis en place, dans le cadre de l'installation de chantier pour toute la durée des travaux.</p>	Lot IC	Lot IC
<p>Une installation anti-intrusion sera mise en place complément (soit à l'initiative des entreprises soit selon l'exigence de la maîtrise d'œuvre ou de la maîtrise d'ouvrage) en cours de chantier sans modifier ce qui précède en responsabilités.</p>	Lot IC	Lot IC
<p><b><u>NETTOYAGE DE CHANTIER</u></b></p> <p>Il est rappelé que le nettoyage et l'enlèvement des gravois sont à la charge de chaque entreprise et en particulier :</p> <p>Aucun débris d'aucune sorte ne sera éliminé par combustion sur les lieux.</p> <p>Les entreprises utiliseront les vides gravois prévus.</p>	Lot GO	Prorata
<p><u>Avant intervention du lot charpente bois</u></p> <p>Avant l'intervention du lot charpente bois dans une zone, le G.O. doit l'évacuation de ses gravois et le balayage des planchers pour livrer la zone en parfait état de propreté.</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<p><u>Après intervention du lot charpente bois</u></p> <p>Après intervention du lot charpente bois dans une zone, le G.O. Bois doit l'évacuation de ses gravois et le balayage des planchers pour livrer la zone en parfait état de propreté.</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<p><u>Pendant intervention du second œuvre</u></p> <p>Chaque corps d'état secondaire intervenant après du gros œuvre structure béton ou bois doit l'enlèvement de ses propres gravois (ceci chaque jour au fur et à mesure des travaux).</p> <p>Si les nettoyages sont mal faits, il sera demandé à une autre entreprise, y compris entreprise extérieure spécialisée de les refaire au compte de l'entreprise défaillante.</p> <p>Dans le cas de gravois de provenances multiples ou indéterminées, le nettoyage sera effectué tel que prévu ci-dessus mais sera réparti au prorata.</p>	Lot GO	Lot GO
<p><u>Achèvement des travaux</u></p> <p>Avant l'achèvement des travaux, un nettoyage complet du bâtiment sera réalisé (voir CCTP du corps d'état concerné du lot Peinture).</p>	Lot GO	Lot GO
<p><u>Appel à une entreprise de nettoyage :</u></p> <p>Dans le cas où le nettoyage du chantier en cours de travaux, ou avant livraison, ne serait pas effectué de façon satisfaisante par les entreprises du chantier, la maîtrise du chantier (MOE ou CSPS) pourra faire appel à une entreprise spécialisée extérieure, aux frais de ses dernières.</p> <p>Avant de faire appel à une entreprise extérieure de nettoyage, en cas d'insuffisance de propreté du chantier, la MOE et le CSPS pourront, avec l'accord des entreprises concernées, affecter une zone ou un niveau à chaque entreprise qui deviendra responsable de la propreté de cette zone ou de ce niveau, quelle que soit la nature et l'origine des gravois déposés, ceci afin d'éviter d'alourdir les frais de prorata.</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
	A définir	Entreprise concernée
	Entreprise extérieure	Prorata
	Lot PEIN	Lot PEIN
	Entreprise extérieure	Entreprise concernée ou prorata

	REALISE PAR	AUX FRAIS DE
<p><b><u>HORAIRES DE CHANTIER</u></b></p> <p><u>Etalement des horaires de travail :</u> Afin d'éviter les pertes de temps lors de l'utilisation des engins de levage, les entreprises de second œuvre devront décaler leurs horaires de travail de manière à commencer ou à terminer (y compris pendant l'heure de repas) au moins ½ heure avant ou ½ heure après l'entreprise de G.O., si nécessaire. Cette mesure a pour objet de régulariser le trafic des engins de levage.</p> <p><u>Horaires de travail :</u> Afin de respecter le délai du planning directeur et du planning détaillé qui sera établi ultérieurement, les entreprises devront, si besoin, prévoir un horaire à deux postes. Il sera obligatoire dès qu'un retard de plus de 1 semaine sera constaté par l'OPC.</p>	<p>Toutes les entreprises</p> <p>Toutes les entreprises</p>	<p>Toutes les entreprises</p> <p>Toutes les entreprises</p>

## **V.9 TRANSPORT ET LEVAGES**

Voir tableau ci avant.

Toutes les dépenses sont réputées être incluses dans les prix globaux et forfaitaires de chacun des lots du marché.

## **V.10 PROTECTION**

### **PROTECTION COLLECTIVE**

Mise en place de protections collectives (échafaudages de pied périphériques, etc...) utilisable par tous les corps d'état

A la charge de l'entreprise titulaire du lot 05 dans le cas des façades Opaques et du lot 07 dans le cas des murs rideaux.

Sécurisation des travaux en toiture, pose de menuiseries extérieures, d'éléments en façade : mise en place d'un échafaudage de pied

Le recours à des échafaudages de plain-pied est la solution présentant la plus grande sécurité pour les intervenants pour les prestations en façade ou en toiture. Le positionnement d'échafaudage-nacelle ou en éventail est strictement interdit sur le présent chantier.

Afin de respecter la sécurité des personnels, l'échafaudage devra avoir les caractéristiques suivantes :

- ↳ Échafaudage de pied,
- ↳ Protections au sol (zone de sécurité),
- ↳ Équipement réglementaire (garde-corps complets (main courante, sous-lisse et plinthes) sur toute la périphérie des planchers),
- ↳ Garde-corps côté intérieur si l'espacement entre la façade et les planchers de l'échafaudage est supérieur à 20 cm,
- ↳ Treuil pour monter/repli des matériaux lors de l'édification et du repli de l'échafaudage (et si manutention verticale de charges),
- ↳ Échelles d'accès avec trappe basculante en tête à chaque niveau, y compris entre le rez-de-chaussée et le premier plancher (échelle rabattable),
- ↳ Système de fermeture de la trappe du premier plancher et système de condamnation de l'échelle entre rez-de-chaussée et premier plancher (afin d'éviter l'intrusion de tiers sur l'échafaudage), - bâchage extérieur à maille fine confinant les poussières dans la zone de travail, - système de récupération des eaux de ruissellement,
- ↳ Protections au niveau des accès aux bâtiments (protections pare-gravois).

NOTA : toutes les dispositions précédentes ne présentent pas un caractère limitatif et ne modifient pas les obligations de chaque Entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

Le positionnement de dispositif de travail en hauteur est régi par une législation modifiée en 2004 (Décret 2004-924 du 1er Septembre 2004) et plus minutieusement contrôlée (Arrêté du 21 Décembre 2004). Cette législation sera à observer scrupuleusement sur le présent chantier.



La législation impose notamment la réalisation d'un examen d'adéquation de l'échafaudage (Article R. 4323-69 du Code du Travail, spécifié dans le Décret 2004-924 du 1er Septembre 2004) et la vérification de l'échafaudage par une personne compétente (Arrêté du 21 Décembre 2004). Ces vérifications doivent être consignées dans des documents mis à disposition sur site. Avant utilisation par les Entreprises, l'échafaudage devra faire l'objet d'un contrôle de la part d'une personne compétente.

Une attestation sera fournie au Coordonnateur SPS. Cette attestation spécifiera que l'échafaudage est conforme à la législation et que les éventuelles réserves, émises lors du contrôle avant utilisation, ont été levées.

Le positionnement d'un échafaudage de pied devra être commun aux prestations des entreprises nécessitant des protections en façade ou les prestations en toiture. Un document de mise à disposition de l'échafaudage devra être rédigé entre les différentes entreprises utilisant le dispositif et l'entreprise ayant positionné l'équipement.

NOTA : les protections collectives doivent, tant que faire se peut, être mises en commun à plusieurs lots.

#### Sécurisation provisoire des rives de dalles

A la charge de l'entreprise titulaire du lot 02

La sécurisation des rives de dalles se fera par le positionnement de garde-corps réglementaires, conformes à la norme NF EN 13374, et comportant obligatoirement des plinthes.

Ces garde-corps seront positionnés par l'Entreprise titulaire du lot 01 dès le coffrage de la dalle concernée, et ne devront être enlevés que lors de la réalisation des murs (ou acrotères d'hauteur suffisante) périphériques.

#### Sécurisation provisoire des trémies

A la charge de l'entreprise titulaire du lot 02

La sécurisation des trémies (escalier, ascenseurs ou autre) se fera par le positionnement de garde-corps réglementaires, conformes à la norme NF EN 13374, et comportant obligatoirement des plinthes.

Ces garde-corps seront positionnés par l'Entreprise titulaire du lot 01, et ne devront être enlevés que lors du positionnement des équipements de sécurité définitifs.

#### Sécurisation provisoire des réservations

A la charge de l'entreprise titulaire du lot 02

La sécurisation des réservations se fera par le positionnement de garde-corps réglementaires, conformes à la norme NF EN 13374 (comportant obligatoirement des plinthes) ou par le recouvrement par des plaques d'une portance suffisante, fixées aux 4 coins solidairement à la dalle.

Ces garde-corps seront positionnés par l'Entreprise titulaire du lot 01, et ne devront être enlevés que lors du positionnement des équipements de sécurité définitifs.

#### Sécurisation provisoire des acrotères en toiture-terrasse

A la charge de l'entreprise titulaire du lot 02

La sécurisation provisoire des rives et surplombs de patios en toiture-terrasse (acrotères,... ) se fera par le positionnement de garde-corps réglementaires, conformes à la norme NF EN 13374, et comportant obligatoirement des plinthes.

Ces garde-corps seront positionnés par l'Entreprise titulaire du lot 01, et ne devront être enlevés que lors du positionnement des équipements de sécurité définitifs.

#### Responsabilités de la maintenance des protections collective

A la charge de l'entreprise titulaire du lot 02 à l'exception des échafaudages qui sont de la responsabilité de l'entreprise ayant mis en place l'équipement.



## **C**HAPITRE - VI - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

### **VI.1 GENERALITES**

L'entrepreneur est réputé, à la remise de son offre :

- ↳ Avoir pris connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- ↳ Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- ↳ Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance :
  - de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc...), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...)
- ↳ Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, notamment celles données par le C.C.T.P, les plans, les dossiers d'exécution; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes; s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service compétents de la Ville de Versailles, service des eaux, Electricité de France, Gaz, Télécom, services du câble, etc...)
- ↳ Avoir pris en compte la nécessité de la réalisation d'un local témoin totalement achevé dans la configuration représentative du projet

La responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits, ainsi qu'aux règles de l'art et de la réglementation en vigueur qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

Cette responsabilité n'est en rien diminuée par l'acceptation ou le visa des documents de tout ordre ou par l'acceptation d'échantillons qu'il aurait pu présenter au Maître d'œuvre.

Cette responsabilité n'est en rien diminuée dans le cas où les principes constructifs, les matériaux ou matériels utilisés sont préconisés ou recommandés par le Maître de l'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Contrôleur technique, le coordonnateur SPS.

L'Entrepreneur peut refuser la mise en œuvre de ces principes, matériaux ou matériels, après avoir justifié son refus par lettre recommandée.

### **VI.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Pendant toute la durée des travaux, les entreprises de chaque lot devront assurer un rendez-vous hebdomadaire avec le Maître d'œuvre, rendez-vous que ce dernier fixera à des jours et heures déterminés. La présence d'un représentant de l'entreprise maniant correctement la langue française est exigée pour assurer un suivi en bonne compréhension avec le maître d'œuvre. Cependant, le Maître d'œuvre se réserve le droit, à son initiative et s'il le juge nécessaire, de convoquer l'entrepreneur sur le chantier ou en tout autre lieu, au jour et à l'heure fixée par lui.

### **VI.3 ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS**

Le C.C.T.P. et les plans dressés par le Maître d'œuvre font connaître le programme général des constructions à réaliser et les modes d'exécution des travaux.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, il est fait obligation à l'entrepreneur d'obtenir du Maître d'œuvre, toutes précisions ou renseignements complémentaires nécessaires et cela dès le stade de l'étude de son offre et de prévoir dans le prix global de la soumission, tous travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie avec les indications du C.C.T.P et des plans.

L'entrepreneur ne pourra, par conséquent, faire état ultérieurement, d'une erreur ou omission ou imprécision quelconque, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché ou pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet et parfait des ouvrages.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du C.C.T.P, des plans et des documents techniques de référence, seront réglées conformément aux décisions du Maître d'œuvre. Il est précisé à ce sujet, que la clause de priorité prévue dans le C.C.A.P, entre le C.C.T.P et les plans n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit ou localisé au présent document, est formellement dû et vice versa.

#### **VI.4 AUTORISATIONS**

L'entrepreneur entreprendra toutes les démarches administratives dans le but d'obtenir les autorisations de voirie et autres, nécessaires à l'installation et au fonctionnement du chantier.

Il se conformera aux instructions administratives et prendra en charge toutes sujétions particulières en résultant.

Il respectera les réglementations locales pour la circulation des véhicules.

Il recherchera des places de parking autorisées à proximité du chantier.

#### **VI.5 AFFICHAGE PUBLICITAIRE**

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de concéder à une agence de publicité de son choix, un droit d'affichage sur les clôtures et palissades, sans que l'entrepreneur puisse réclamer une indemnité de ce fait.

#### **VI.6 REGLEMENTATION CONCERNANT LES ENGINS DE CHANTIER**

L'entrepreneur utilisant des engins de chantier bruyants sera tenu de prendre toutes les précautions nécessaires (écrans, capotages, pots d'échappement, etc.) afin de respecter la réglementation en vigueur et les seuils définis dans la charte chantier à faibles nuisances.

##### Matériel

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier seront conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE, qui réglemente les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

Tout organisme compétent pourra effectuer des contrôles sur chantier pour s'assurer de l'homologation acoustique des matériels utilisés mais aussi de leur bon entretien.

##### Lutte contre le bruit

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles. Dans le prolongement du décret 95-22 du 9 janvier 1995 la gêne des riverains ne saurait être supérieure de plus de 2 dB A par rapport aux moyennes relevées sur place.

De plus les travailleurs ne devront pas être exposés à des niveaux incompatibles avec leur santé, et respecter les exigences du code du travail ; conformément à l'arrêté du 11 juillet 1977, sur la surveillance médicale des travailleurs exposés à un niveau de bruit supérieur à 85 dB A.

## **VI.7 HORAIRES**

L'entrepreneur devra se conformer aux instructions du Maître d'œuvre, en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers. Il supportera les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement de l'établissement et prendra en charge toutes les mesures qui lui seront demandées pour ne pas gêner les services :

- ↳ Interdiction de travaux bruyants à certaines heures qui seront définies en concertation avec le responsable de l'établissement
- ↳ Interdiction de travaux lors de cérémonies ou manifestations à l'intérieur de certains établissements.

L'arrêté préfectoral 01-168-55 du 29 octobre 2001 renforce les restrictions d'horaires applicables aux travaux bruyants dans les immeubles et sur le domaine public.

En aggravation, la réalisation de travaux bruyants est interdite en tout lieu les samedis, dimanches et jours fériés et en semaine entre 20h et 8h.

## **VI.8 OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE SITE**

L'entrepreneur n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvés sur le chantier en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions.

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit le signaler au maître d'œuvre et faire la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation du maître de l'ouvrage. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

## **VI.9 POLLUTIONS EXTERIEURES**

### Pollution du sol

L'entrepreneur est responsable de la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau qu'il induit par ses activités.

Il doit veiller :

- ↳ Au choix de matériaux et produits dont les risques sur l'environnement sont limités (huiles de décoffrage végétales, etc.)
- ↳ A l'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots
- ↳ A l'imperméabilisation des zones de stockage qui sont bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux de ruissellement et à la collecte des effluents
- ↳ A la mise en place d'aires de lavage des engins

### Pollution de l'air

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles :

- ↳ Arrosage des sols
- ↳ Nettoyage journalier des voiries et du chantier
- ↳ Interdiction stricte du brûlage
- ↳ Mise en place d'une zone de lavage des roues en sortie de chantier
- ↳ Etc.

## **VI.10 VERIFICATION DES COTES**

Chaque entrepreneur est tenu de vérifier soigneusement toutes les côtes et dimensions indiquées aux dessins et de s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Il demeurera seul responsable des erreurs qui pourraient se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans. L'entrepreneur se soumettra pleinement aux ordres du Maître d'œuvre, en vue de la correction de ces inexactitudes.

Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur les dessins; l'entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'œuvre.

## **VI.11 QUALITE DES MATERIAUX - MATERIELS ET APPAREIL DE TOUTE NATURE**

Les matériaux nouveaux et les procédés de construction non traditionnels seront tolérés s'ils font l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. (ou autre laboratoire agréé selon les cas) ou à défaut, d'un accord du Contrôleur Technique confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances.

Les entrepreneurs et leurs sous-traitants s'engagent à ne mettre en œuvre que des matériels et matériaux qui ne présentent aucun risque de danger pour les occupants des locaux du projet.

Indépendamment de leur conformité aux normes, les matériaux et matériels, appareils et appareillages de toute nature seront toujours de première qualité et exempts de toutes détériorations pouvant mettre en œuvre leur résistance et leur apparence

Par ailleurs, la description des ouvrages fait état de matériaux et d'articles de fabrication dont le nom du fournisseur est indiqué dans le texte, cette référence est donnée pour préciser la nature, le type et l'effet des éléments qu'il y aura lieu de mettre en œuvre.

Les entrepreneurs pourront proposer à l'agrément du Maître d'œuvre un article ou un matériau d'un autre fournisseur aux conditions suivantes :

- ↳ Qu'il soit de même nature, de durabilité et de qualité équivalente au matériau ou à l'article proposé et d'un aspect rigoureusement identique
- ↳ Qu'il soit nettement défini dans la proposition de l'entrepreneur lors de l'appel d'offre.
- ↳ Qu'il ne contrevienne pas aux dispositions définies dans les documents annexes au présent CCTP 1ère partie et notamment la notice thermique

Le Maître d'œuvre aura toujours le droit d'exiger la mise en œuvre du matériau ou de l'article indiqué dans la description des ouvrages, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à la modification de son prix.

Dans la définition et le choix des matériaux mis en œuvre dans l'opération, les entrepreneurs et leurs sous-traitants intègrent, dès la phase de choix, l'étiquetage environnemental des matériaux c'est-à-dire la déclaration des caractéristiques environnementales et sanitaires des matériaux. La norme NF P01-010 est la seule norme pertinente pour donner des informations constituant cet étiquetage (impacts environnementaux et sanitaires des produits de construction).

Quand elles n'existent pas, les informations relatives à l'évaluation des risques sanitaires doivent au minimum être fournies sous une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P01-010.

Dans ce cas, les renseignements à fournir à minima sur les caractéristiques environnementales d'un produit doivent au moins préciser les éléments suivants :

- ↳ L'unité fonctionnelle concernée
- ↳ Les indicateurs d'impacts environnementaux pour le calcul de la contribution du produit aux impacts environnementaux de l'ouvrage
- ↳ La contribution à l'évaluation des risques sanitaires
- ↳ La contribution à l'évaluation du confort dans les espaces intérieurs

### **NOTA**

*INIES est la base de données publique, destinée à l'ensemble des professionnels du bâtiment, relative aux caractéristiques environnementales et sanitaires des produits de construction. Elle est disponible sur [www.inies.fr](http://www.inies.fr).*

*A titre informatif, une liste synthétique des Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) des produits est également disponible sur le site Internet de l'AIMCC ([www.aimcc.org](http://www.aimcc.org)) dans la rubrique "Documents permanents".*

Les composés organiques volatils (COV) et les formaldéhydes pouvant être émis par les matériaux et les produits de construction interviennent dans la qualité de l'air intérieur des logements.

L'action 15 du Plan National Santé Environnement vise à mettre en place un étiquetage des caractéristiques sanitaires et environnementales des produits et matériaux de construction, afin qu'à l'horizon 2010, 50 % des produits de construction mis sur le marché disposent d'un étiquetage informant l'utilisateur de leurs caractéristiques – environnementales et sanitaires.






Seront privilégiés parmi ceux-ci les produits et matériaux dont les fiches FDES auront fait l'objet d'un audit de la part d'une tierce partie.









Lors de la proposition de matériaux, l'entreprise portera une attention particulière non seulement au choix des produits et matériaux en fonction du niveau d'information de leurs qualités intrinsèques (Fiches FDES), mais aussi à la qualité des installations de ventilation (apport d'air neuf, filtration, étanchéité des conduits, extraction).

Le niveau d'émission de COV et/ou formaldéhydes ne devra pas dépasser un seuil pour chaque logement de l'opération. Ce seuil sera défini dans le cadre du protocole existant (AFSSET, protocole européen) et des seuils définis par l'OMS.

## **VI.12 CHOIX DES PROCEDES ET PRODUITS DE CONSTRUCTION**

Concernant les matériaux utilisés, il est demandé d'intégrer des solutions respectueuses de l'environnement :

PRODUIT	RECOMMANDATIONS / EXIGENCES	
<b>PROSUIT EN CONTACT AVEC L'AIR INTERIEUR</b>		Titulaire de l'étiquette A+ des produits de construction (arrêté 19 avril 2011)
	Les produits en contact avec l'air intérieur (revêtements intérieurs, isolants thermiques, matériaux acoustiques) ne dégageront pas de particules et de fibres cancérigènes. Les matériaux utilisés devront répondre aux tests prévus par la directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 transposée en droit français le 28/08/98 ou de matériaux bénéficiant d'une certification ACERMI. Les isolants fibreux seront ensachés et leurs champs protégés.	
<b>PEINTURES MURALES / PLAFOND</b>		Respecter de la directive 2004/42/CE exigences 2010 dite "directive COV 2010" en phase aqueuse équivalent au label NF Environnement
	<b>COV &lt; 15g/l</b> pour les peintures murales et de plafond	
		Etiquette A+ des produits de construction (arrêté 19 avril 2011)
<b>AUTRES PEINTURES, VERNIS</b>		Respecter de la directive 2004/42/CE exigences 2010 dite "directive COV 2010" en phase aqueuse équivalent au label NF Environnement
	<b>COV &lt; 100g/l</b> pour la peinture de sol, peinture sur ouvrages divers	
		Etiquette A+ des produits de construction (arrêté 19 avril 2011)

PRODUIT	RECOMMANDATIONS / EXIGENCES	
REVETEMENT S DE SOL SOUPLES	Emissions de COV < 200 µgr/m³ à 28 jours et émissions de formaldéhyde < 10 µgr/m³ à 28 jours pour les revêtements PVC et Linoleum	
	Emissions de COV < 400 µgr/m³ à 28 jours et émissions de formaldéhyde < 10 µgr/m³ à 28 jours pour les revêtements de sol coulé en polyuréthane et granulats de caoutchouc	
	Revêtement antibactérien et anti acarien	
		Etiquette A+ des produits de construction (arrêté 19 avril 2011)
		Classe EC 1 ou EC1 + (EMICODE)
	Les sols en PVC devront intégrer une part au moins égale à 25% en masse de PVC recyclé	
COLLES, ENDUIT, COUCHES d'ACCROCHA GE, JOINTS		Classe EC 1 ou EC1 + (EMICODE)
		Etiquette A+ des produits de construction (arrêté 19 avril 2011)
ISOLANTS THERMIQUES		Certificat ACERMI : Il garantit le respect des performances thermiques affichées par les fabricants et leur tenu dans le temps Il justifie du respect de la Directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 concernant le dégagement de fibres et de particules cancérogènes.
AUTRES ISOLANTS		Certificat EUCB : Il justifie du respect de la Directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 concernant le dégagement de fibres et de particules cancérogènes.
BOIS	<b>Bois exotiques sont proscrits.</b> Utilisation de bois provenant de zone tempérée.	
		Tous les bois utilisés seront labellisés <b>FSC</b> (Forest Stewardship Council) ou <b>PEFC</b> (Pan European Forest Certification)
	Durabilité naturelle ou conféré du bois (normes NF EN 350-2 et NF 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335) <a href="http://www.cndb.or">www.cndb.or</a> -> fiches essences	
TRAITEMENT DU BOIS		Respect de l'arrêté du 2 juin 2003 concernant l'interdiction d'emploi de substances dangereuses pour le traitement des bois. Dans le cas où le bois serait traité, le traitement sera obligatoirement effectué avec des produits en phase aqueuse portant le label CTB-P+ réservé à la certification des produits. La certification CTB A+ des entreprises de traitement du bois justifie de l'utilisation de produits certifiés CTB P+.
ACIER	Les matériaux en acier devront intégrer une part au moins égale à 25% en masse recyclée	
ALUMINIUM	Les matériaux en aluminium devront intégrer une part au moins égale à 30% en masse d'aluminium de seconde fusion	
ESPACES VERTS ET TOITURES VEGETALISEE	Les produits phytosanitaires sont proscrits	

## **VI.13 ETANCHEITE A L'AIR**

L'entreprise du lot 02A est responsable de l'étanchéité à l'air de ses ouvrages et de celle découlant de leur jonction, avec les éléments dans lesquels elles s'intègrent et devra s'engager sur la qualité de son intervention, vis à vis de l'étanchéité de l'enveloppe

Elle devra fournir tous les détails constructifs indiquant les traitements de l'étanchéité à l'air (type de matériau, mise en oeuvre...) qui devront être soumis à l'approbation de la maîtrise d'oeuvre et garantir le niveau d'étanchéité visé.

Les entreprises pourront s'appuyer sur les différentes publications sur l'amélioration de l'étanchéité à l'air

- ↳ « Mémento de conception et de mise en oeuvre à l'attention des concepteurs, artisans et entreprises du bâtiment – Construction à structure lourde Isolation thermique extérieure (novembre 2010), Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement – ADEME »
- ↳ « Mémento de conception et de mise en oeuvre à l'attention des concepteurs, artisans et entreprises du bâtiment – Construction à structure bois Isolation thermique intégrée (novembre 2010), Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement – ADEME »
- ↳ « Réussir l'étanchéité à l'air de l'enveloppe et des réseaux – Elaboration et application d'une démarche qualité (avril 2009) – Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du territoire – CETE – ADME »

Une mesure de perméabilité sera effectuée par une entreprise compétente suivant les dispositions suivantes :

- ↳ Les mesures seront réalisées conformément à la Norme NF EN ISO 9972 et son guide d'application GA P50-784.
- ↳ Des tests intermédiaires (par ailes et par niveaux) devront être réalisés en cours de chantier afin d'assurer du bon avancement des travaux en relation avec la perméabilité à l'air du projet.
- ↳ Avant la phase OPR, un test final sera réalisé, sur l'ensemble du bâtiment. Les mesures seront réalisées conformément à la Norme NF EN ISO 9972 et son guide d'application FD P50-784.  
En cas de non-respect des valeurs contractuelles, les Corps d'état concernés doivent réaliser l'ensemble des interventions permettant de rectifier les fuites éventuelles. Les interventions sont à la charge des Corps d'état concernés et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un devis de travaux supplémentaires.

Ces tests seront à la charge des entreprises suivantes suivant la clé de répartition indiquée ci-dessous :

- ⇒ Entreprise titulaire du lot 02 – 20%
- ⇒ Entreprise titulaire du lot 03 – 10%
- ⇒ Entreprise titulaire du lot 04 – 10%
- ⇒ Entreprise titulaire du lot 05 – 10%
- ⇒ Entreprise titulaire du lot 06 – 20%
- ⇒ Entreprise titulaire du lot 07 - 20%
- ⇒ Entreprise titulaire du lot 16 – 5%
- ⇒ Entreprise titulaire du lot 17 – 5%

L'entreprise titulaire du lot 02 devra l'organisation des tests.

Ils seront effectués par une entreprise agréée.

Chacun des tests se feront en présence des responsables des différents Corps d'état et des Maîtres d'œuvre. Les responsables des différents corps d'état devront être en mesure de démonter localement le parement correspondant à la fuite pour identifier le défaut.

En cas de respect de l'objectif d'étanchéité à l'air du bâtiment, les travaux peuvent reprendre mais en cas de non-respect, les Corps d'état concernés doivent réaliser l'ensemble des interventions permettant de rectifier les fuites éventuelles. Les interventions sont à la charge des Corps d'état concernés et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un devis de travaux supplémentaires.

Un test de vérification doit être réalisé après les reprises éventuelles dans un délai de 14 jours ouvrées après le jour du test « intermédiaire ». Ce nouveau test est à la charge des Corps d'état concernés par les reprises et l'organisme réalisant ce test doit être le même que celui missionné par le maître d'ouvrage.



Cette procédure peut être répétée jusqu'au respect de la perméabilité à l'air.  
Un test de vérification doit être réalisé après les reprises éventuelles dans un délai de 14 jours ouvrées après le jour du test « final ». Ce nouveau test est à la charge des Corps d'état concernés par les reprises et l'organisme réalisant ce test doit être le même que celui missionné par le maître d'ouvrage.  
Cette procédure peut être répétée jusqu'au respect de la perméabilité à l'air.

Objectif

↳ en conformité de la notice thermique

**VI.14 PROTECTION DES OUVRAGES**

Jusqu'à la réception des travaux, chaque entrepreneur doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement.  
De même, ils doivent protéger tous les ouvrages contre les risques de détérioration.  
Cette condition est également applicable pendant les travaux et la superposition des tâches.

**VI.15 NETTOYAGES DE FIN DE CHANTIER ET NETTOYAGE DE RECEPTION - RECEPTION**

L'entreprise titulaire du lot 15 – Peinture - doit l'organisation et la mise en place d'un nettoyage général pour les phases de fin de chantier.

Ces nettoyages doivent permettre au Maître d'Œuvre de procéder aux opérations préalables à la réception et ce, dans des conditions normales de propreté.

En cas de constat par le Maître d'Œuvre du non-respect de cette clause, celui-ci pourra commander un nettoyage au frais exclusif de l'entrepreneur.

Le jour de la réception du bâtiment, celui-ci devra présenter un aspect neuf et propre.

Il est entendu que "nettoyage" suppose une présentation de l'ensemble des prestations et ouvrages dans un état de propreté tel que l'on puisse reconnaître des ouvrages neufs ne nécessitant pas un nettoyage complémentaire aux frais du maître d'ouvrage.

Exemples :

- ↳ Les sols sont propres et brillants, sans poussières ni tâches, etc., prêts à être mis en cire (si nécessaire selon les préconisations du fabricant de sol PVC), après livraison et avant aménagement des locaux, par les services de la maîtrise d'ouvrage
- ↳ Les plinthes sont propres, sans trace de colle des revêtements de sol ni poussières
- ↳ Les baies et châssis sont propres, clairs, transparents et sans poussières.
- ↳ Tous les appareillages ont été dépoussiérés et nettoyés.
- ↳ etc.

Afin de permettre un examen satisfaisant des locaux et le contrôle des prises de courant, l'entrepreneur du lot électricité prévoira l'alimentation électrique des dits locaux, en provisoire si nécessaire.

Toutes les prescriptions du permis de construire devront être réalisées (extincteurs, plans de sécurité, repérage, désenfumage des cages d'escaliers, etc.)



## CHAPITRE - VII – PROTOCOLE DE COMPTE PRORATA

### NOTA

*Note informative destinée à servir de base commune lors de la remise des offres de prix et jusqu'à la mise en place du comité de contrôle.*

*Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre ne participent pas à la gestion du compte prorata dévolue au seul comité de gestion.*

*Toutefois, un mois avant la date limite de remise du mémoire définitif au Maître d'Œuvre, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse à ce dernier une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata.*

### PERSONNE CHARGEE DE LA TENUE DU COMPTE PRORATA

Le compte prorata est tenu par les représentants des entreprises contribuant à la construction. Ils devront être désignés par l'ensemble des entreprises regroupées en comité de gestion.

La gestion du compte prorata sera réalisée par le LOT 02 - DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE - CURAGE - GROS OEUVRE

La personne chargée de la tenue du compte suivant les instructions ci-dessous et sous son contrôle :

- ↳ Ouvrir un compte bancaire distinct,
- ↳ Proposer le budget initial et ses modifications,
- ↳ Proposer les modalités d'appels de fonds,
- ↳ Proposer les barèmes prévus,
- ↳ Établir périodiquement l'état des dépenses et des recettes et le porter à la connaissance des entrepreneurs,
- ↳ Informer le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage de la situation de chaque entreprise ou prestataire vis-à-vis du compte prorata,
- ↳ Établir le projet de décompte final du compte prorata.

### NOTA

*Il est demandé que tous les deux mois il soit remis au Maître d'Œuvre un état des dépenses et des recettes. Cette information doit être scrupuleusement respectée, cela permet d'une part de mieux contrôler la qualité des dispositions prises pendant le chantier par les entreprises et d'autre part de s'assurer de la véritable gestion de ce compte prorata. En effet celui-ci doit être engagé dès le départ du chantier et faire l'objet d'une attention particulière et d'une organisation scrupuleuse afin de garantir au mieux les intérêts de tous les partenaires.*

La rémunération toutes taxes comprises de la personne chargée de la tenue du compte prorata consiste en un pourcentage déterminé du montant toutes taxes comprises des dépenses imputables au compte prorata hors ladite rémunération.

Ce pourcentage est fixé par accord particulier entre cette personne et le comité de contrôle. **A défaut d'accord ce pourcentage est égal à 2 %.**

Il n'est pas prévu de rémunération pour les membres du comité de contrôle, à l'exception de celle prévue ci-avant.

### COMITE DE CONTROLE

Chaque membre du comité est désigné à la majorité simple des entreprises du lot qu'il représente. Chaque entrepreneur du lot représenté dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'importance du montant initial de son engagement par rapport à la somme des montants initiaux des engagements des entrepreneurs du même lot.

Le comité a pour mission :

- ↳ de décider de l'engagement des dépenses communes imprévues,
- ↳ de contrôler la tenue du compte et, en cas de contestation, d'accepter ou de refuser les factures présentées,
- ↳ de statuer sur le solde et le règlement du compte prorata,
- ↳ et plus généralement de prendre, dans le cadre du marché, toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entrepreneur et à la bonne gestion du compte prorata.

Le comité de contrôle se réunit périodiquement et, en cas de besoin urgent, à la demande de la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix des membres, chaque représentant de groupe disposant d'une voix.

### RECETTE DU COMPTE PRORATA

En début de chantier, il est arrêté par accord entre les entrepreneurs un budget prévisionnel pour le compte prorata de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata.

### CAS TRES PARTICULIER

Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 75 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

La personne chargée de la tenue du compte prorata établit les factures ou appels de fonds :

- ↳ Sur la base des montants des marchés de chaque entreprise communiqués par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, s'il est décidé de constituer un fond du roulement,
- ↳ Puis mensuellement ou tous les deux mois au plus tard, sur la base des situations de travaux réalisés par chaque entreprise dont les montants sont communiqués par le Maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Les montants des factures ou appels de fonds précités sont payés à la personne chargée de la tenue du compte dans les 30 jours au plus tard à compter de leur réception. Ces paiements sont indépendants des règlements des acomptes ou du solde par le Maître de l'Ouvrage.

Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les retards de paiement ouvrent droit pour le créancier au paiement d'intérêts moratoires au taux des obligations cautionnées augmenté de 2,5 points.

### DEPENSES DU COMPTE PRORATA

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par les entreprises prestataires au moyen de factures ou d'attachements qui sont établis en 3 exemplaires, l'un pour le créancier, les deux autres pour la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Chaque entrepreneur **renonce** expressément à demander le paiement des factures qu'il n'aurait pas produites à la personne chargée de la tenue du compte **dans un délai de 45 jours** à compter de la réalisation de la prestation.

### Les dépenses imputées au compte prorata comprennent

- ↳ Les frais de la main-d'œuvre d'exécution de l'entreprise,
- ↳ Les frais de matériels, les fournitures rendues chantier aux prix facturés à l'entreprise,
- ↳ Les prestations réalisées par des tiers.

Chacun de ces postes est calculé

- ↳ Soit sur la base de justifications détaillées pour les frais de la main-d'œuvre d'exécution, les attachements devront indiquer le temps passé ainsi que le nom et la qualification de l'ouvrier,
- ↳ Soit sur la base d'un barème approuvé par le comité de contrôle,
- ↳ Soit sur la base des prix unitaires du marché, éventuellement affectés d'un rabais fixé par le comité de contrôle,
- ↳ Soit sur le devis approuvé par le comité de contrôle.

A chacun des postes évalués sur la base de justifications détaillées, il sera appliqué un coefficient multiplicateur **arrêté dès le démarrage du chantier**, en accord entre les entrepreneurs. Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 75 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités. A défaut d'accord entre les entrepreneurs, ce coefficient sera fixé par le comité de contrôle.

Au montant des dépenses ainsi calculé, l'entreprise prestataire ajoutera l'imputation de la T.V.A. au taux applicable.

### GESTION ET INFORMATION

Le montant des factures présentées par chaque entreprise prestataire est porté à son crédit dans le compte de répartition établi par la personne chargée de la tenue du compte prorata. Si ce compte de répartition fait apparaître un solde créditeur en faveur d'une entreprise prestataire, des versements même partiels peuvent lui être effectués après accord du comité de contrôle. Tous les deux mois, la personne chargée de la tenue du compte dresse un état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance de tous les entrepreneurs et du Maître d'Œuvre

## SOLDE ET REPARTITION DEFINITIVE

Le solde du compte prorata et sa répartition définitive sont établis, après la réception des travaux, par la personne chargée de la tenue du compte. La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Toutefois, pour certaines dépenses expressément énumérées, une règle de répartition différente peut être établie par les documents particuliers du marché ou par accord intervenu entre l'ensemble des entrepreneurs participant au chantier. Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur **dans les 45 jours** qui suivent la réception des travaux (en incluant les dispositions et frais engagés pendant la période de levée de réserves). Chaque entrepreneur dispose d'un **délai de 15 jours** pour faire connaître par écrit ses observations. Passé ce délai, le solde et sa répartition ainsi que les observations reçues sont soumis **dans les 8 jours** pour faire connaître la décision. Ensuite, la personne chargée de la tenue du compte prorata émet les factures ou les avoirs, au débit ou au crédit de chaque entreprise. Ces factures ou avoirs comprennent la T.V.A. au taux applicable. Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au comité de contrôle pour la fixation de sa contribution.

Un mois avant la date limite de remise du mémoire définitif au Maître d'Œuvre, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse à ce dernier une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata.

- ✎ Soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata,
- ✎ Soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

Cette délégation est consentie dans la limite du montant de sa dette au titre du compte prorata.

## LITIGES

Les différends, nés à l'occasion de la gestion et du règlement du compte prorata, sont soumis au tribunal compétent du lieu d'exécution des travaux, à moins que les parties conviennent de recourir à l'arbitrage. Le comité de contrôle peut décider que les frais exposés à cette occasion seront portés au débit du compte prorata.

